

DE NOUVELLES PRODUCTIONS SOPHISTIQUÉES EXPOSÉES À LA FIA

L'industrie militaire en vedette

La 55^e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), clôturée hier samedi à la Safex, a été marquée par une présence remarquable de l'industrie militaire. De nouvelles productions sophistiquées et compétitives, de très haute qualité, réalisées par des compétences algériennes dans diverses spécialités ont été exposées, traduisant, ainsi, le niveau exceptionnel atteint par les unités de production de cette industrie, qui ont su s'adapter aux avancées technologiques. P 3



EXPORTATION D'ÉLECTRICITÉ,
MATÉRIELS ÉLECTRIQUES
ET EXPERTISE

Les ambitions de Sonelgaz

Sonelgaz aspire à devenir un acteur majeur sur le marché international. Grâce à une restructuration significative réduisant le nombre de ses sociétés de 44 à 11, l'entreprise s'est concentrée sur des projets stratégiques, tels que l'interconnexion électrique avec l'Europe via une ligne sous-marine vers l'Italie. Actuellement, Sonelgaz exporte de l'électricité vers la Tunisie et prévoit de s'étendre vers la Libye et l'Europe.

P 2

TOURNÉE DE ATTAF DANS LE VIEUX CONTINENT Alger à la conquête de nouveaux investisseurs

Après l'Italie, la Serbie, l'Allemagne, le Ministre des affaires étrangères Ahmed Attaf, s'est rendu en Autriche et dernièrement en Pologne, avec le but évident de consolider les relations avec les pays du vieux continent et surtout inciter les investisseurs à venir en Algérie. Prenant son bâton de pèlerin, Attaf sur instruction du Chef de l'Etat, se veut de convaincre les déjà-partenaires, et assurer aux autres une fois de plus qu'il n'y a pas de meilleur moment pour le faire que maintenant (investir), car l'Algérie libère enfin tout son potentiel en tant que partenaire crédible et fiable dans le monde économique.

P 3

FABRIQUÉ PAR L'ENTREPRISE
"ECOREP"

Livraison du premier bateau algérien de plaisance

L'entreprise de fabrication et de réparation navale "Ecorep" de Bouharoun (Tipasa), a levé le voile, samedi, sur son premier bateau de plaisance fabriqué par des compétences 100% algériennes pour le compte d'un investisseur privé dans le secteur du tourisme. Ceci reflète, dira le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, les efforts sérieux du Gouvernement visant à encourager l'industrie navale.

P 5

FORUM
ÉCONOMIQUE
ALGÉRO-BELGE
**Un partenariat
prometteur** P 3

EXPORTATIONS HORS
HYDROCARBURES
**Les PME appelées
à s'organiser
en consortium** P 5

MATIÈRES PREMIÈRES
**Le cacao s'effondre,
le zinc avance,
l'or endormi** P 11

OLYMPIADE
ALGÉRIENNE DE
MATHÉMATIQUES
**Belaabed donne le
coup d’envoi de la
phase finale**

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed, a donné, samedi, le coup d'envoi de la phase finale de la première édition de l'Olympiade algérienne de mathématiques. Au Lycée des mathématiques de Kouba (Alger), le ministre a supervisé l'ouverture des plis contenant les questions de cette Olympiade, qui se déroulera sur six jours. Les copies seront corrigées le jour même des épreuves. Cette session s'achèvera par une cérémonie au cours de laquelle les lauréats seront distingués par le ministère de l'Education nationale. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Belaabed a souligné que cette Olympiade, organisée pour la première fois depuis l'indépendance au profit de 321 élèves excellents, a pour objectif de sélectionner une élite pour représenter l'Algérie aux Olympiades internationales de mathématiques (OIM). Après avoir rappelé le soutien apporté à cette compétition par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. Belaabed a mis en avant "le bond qualitatif" réalisé dans ce domaine par l'Algérie l'année dernière, en se classant à la 17e place au niveau mondial et à la 2e au niveau arabe, rappelant que des éliminatoires avaient été organisées dans les wilayas en prélude à cette Olympiade, avec la participation de 141.000 élèves.

EXPORTATION D’ÉLECTRICITÉ, MATÉRIELS ÉLECTRIQUES ET EXPERTISE
Les ambitions de Sonelgaz

Sonelgaz aspire à devenir un acteur majeur sur le marché international. Grâce à une restructuration significative réduisant le nombre de ses sociétés de 44 à 11, l'entreprise s'est concentrée sur des projets stratégiques, tels que l'interconnexion électrique avec l'Europe via une ligne sous-marine vers l'Italie. Actuellement, Sonelgaz exporte de l'électricité vers la Tunisie et prévoit de s'étendre vers la Libye et l'Europe.

Par Mourad A.

En plus de l'exportation d'énergie, Sonelgaz diversifie ses produits, notamment avec la fabrication de transformateurs de lignes électriques de haute tension, une première en Afrique, ainsi que l'exportation de turbines. Sonelgaz exporte également son expertise à travers la formation, avec 15 sociétés spécialisées et des programmes pour les travailleurs et cadres dans 11 pays africains. L'accord avec General Electric et la participation active aux forums internationaux témoignent de sa volonté d'élargir son influence sur le marché à l'échelle mondiale, comme l'ont indiqué les représentants de la cellule de communication dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux. Selon Khalil Hodna et SoumiaMerzougui de la cellule de communication, Sonelgaz dispose actuellement de 25 000 MW d'énergie, suffisant pour assurer l'alimentation nationale en électricité, même durant des pics historiques. Les

prévisions indiquent que la consommation ne dépassera pas les 19 000 MW cette année, permettant ainsi d'envisager l'exportation de l'excédent. Par ailleurs, Sonelgaz a un programme ambitieux de développement des énergies renouvelables, visant une production de 15 000 MW d'ici 2035. Sur le plan international, Sonelgaz aspire à se faire un nom sur le marché de l'exportation. L'accord signé avec General Electric ouvre de nouvelles perspectives pour la production et le transport d'électricité, notamment avec la fabrication de transformateurs électriques de haute tension à l'usine de Batna, une première en Afrique. L'usine de M'Sila a déjà exporté des turbines. De plus, la Société Algérienne des Industries Électriques et Gazières (SAIEG) a lancé la production locale de détecteurs de monoxyde de carbone et envisage de les exporter à l'avenir, diversifiant ainsi les produits de Sonelgaz destinés à l'exportation. En plus de l'exportation d'électricité et

de matériel électrique, Sonelgaz exporte également son expertise à travers la formation, avec 15 sociétés spécialisées et 11 pays bénéficiaires en Afrique. Sonelgaz dispose de trois écoles à Ain M'Lila, Blida et Ben Aknoun, et a récemment lancé une nouvelle école à Ghardaia, spécialisée dans les énergies renouvelables, avec d'autres en cours de réalisation à Béthioua et Tiaret. Concernant la Foire Internationale d'Alger, des filiales du groupe, notamment SAIEG et Sonelgaz-Services, ont été sélectionnées pour représenter Sonelgaz. Sonelgaz-Distribution est également présente, agissant en tant que façade du groupe pour le public, avec des représentants prêts à répondre aux questions des visiteurs. Il convient de rappeler que le P-DG de Sonelgaz, Mourad Adjal, a participé aux travaux du Forum africain de l'énergie, qui s'est tenu du 25 au 28 juin à Barcelone, en Espagne. En marge du Forum, M. Adjal a eu des entretiens bilatéraux avec plusieurs responsables africains et méditerranéens.

RÉUNION DU CONSEIL DE L'OMD À BRUXELLES
Une délégation des douanes algériennes y prend part

Une délégation des douanes algériennes prendra part, à partir de jeudi, aux sessions 143/144 du Conseil de coopération douanière de l'Organisation mondiale des douanes (OMD), tenues à Bruxelles (Belgique), indique un communiqué de la Direction générale des douanes

(DGD). "Dans le cadre de la visite de travail entamée par le Général-major, Abdelhafid Bakhouche, Directeur général des douanes (DGD) et de la délégation l'accompagnant dans la capitale belge (Bruxelles), depuis mardi 25 juin 2024, la délégation des douanes algériennes prendra part aux tra-

vaux des deux sessions 143/144 du Conseil de coopération douanière de l'OMD, prévues du 27 au 29 juin 2024, au siège de l'OMD à Bruxelles, Royaume de Belgique", lit-on dans le communiqué. Les réunions des deux sessions seront consacrées à "l'examen de l'avancement des travaux des

différentes commissions de l'OMD, à l'adoption de leurs rapports, au débat des questions à caractère technique et à la mise en place des politiques publiques qui aident à améliorer la performance sur le terrain et la gouvernance dans le cadre de l'OMD", précise le communiqué.

ALGÉRIE-OCDE
**Signature d’une convention multilatérale portant
sur la lutte contre l’évasion fiscale**

Une convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices "Instrument Multilatéral BEPS" a été signée, jeudi, par le ministre des Finances, Laaziz Faïd, au siège de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), à Paris, a indiqué un communiqué du ministère. Cette convention a été signée, par M. Faïd, en présence du secrétaire général adjoint de l'OCDE, Mme Fabrizia Lapecorella et de la directrice générale des

Impôts, Mme Amel Abdellatif, a précisé la même source. Cette convention a pour objectif "de lutter efficacement contre les pratiques d'évasions fiscales internationales, mises en place notamment, par les entreprises multinationales par le biais de l'utilisation inappropriée des conventions fiscales", a fait savoir le ministère. Elle s'applique, "parallèlement, aux conventions fiscales bilatérales conclues par l'Algérie, en modifiant leur mise en œuvre de manière à y insérer certaines mesures, visant à prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bé-

néfices, sans devoir passer par des procédures, longues et coûteuses, des négociations bilatérales", a ajouté le communiqué. Le ministère a signalé, également, que cette convention multilatérale a été signée par 32 pays avec lesquels l'Algérie a conclu une convention fiscale bilatérale. Cette convention multilatérale permettra, selon le communiqué, "à notre pays de renforcer son arsenal juridique de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales internationales, en mettant à la disposition de l'administration fiscale, des moyens juridiques supplémentaires lui

permettant de faire face, plus efficacement, à certaines pratiques d'évitement fiscal dommageable aux ressources de l'Etat et à son développement durable". D'autre part, la signature de cette convention marque, aussi, "l'engagement de l'Algérie à améliorer son climat des affaires, dans la mesure où elle contribuera à renforcer la sécurité juridique accordée aux investisseurs en particulier et aux contribuables en général, notamment à travers le renforcement des mécanismes de règlement des différends fiscaux internationaux", a-t-on souligné de même source.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

TOURNÉE DE ATTAF DANS LE VIEUX CONTINENT

Alger à la conquête d'investisseurs

Après l'Italie, la Serbie, l'Allemagne, le Ministre des affaires étrangères Ahmed Attaf, s'est rendu en Autriche et dernièrement en Pologne, avec le but évident de consolider les relations avec les pays du vieux continent et surtout inciter les investisseurs à venir en Algérie. Prenant son bâton de pèlerin, Attaf sur instruction du Chef de l'Etat, se veut de convaincre les déjà-partenaires, et assurer aux autres une fois de plus qu'il n'y a pas de meilleur moment pour le faire que maintenant (investir), car l'Algérie libère enfin tout son potentiel en tant que partenaire crédible et fiable dans le monde économique.

Par Réda Hadi

Dans ses valises Attaf dispose de beaucoup d'atouts. Le premier d'entre eux, est que l'Algérie est un marché important et stratégique avec des atouts particuliers et des opportunités d'investissement attrayantes. C'est aussi une stabilité économique favorable et sans risque pour les affaires avec des données macroéconomiques excellentes. De plus l'investissement en Algérie peut disposer d'une main-d'œuvre jeune et qualifiée ainsi que des coûts de facteurs de production compétitifs et avantageux. Outre cela, Attaf dans toutes les capitales hôtes, notre ministre des AE a mis en relief les opportunités d'investissements. Le premier domaine concerne le développement des énergies nouvelles renouvelables, dont l'hydrogène vert. Le deuxième domaine est celui des mines, notamment à travers les trois grands projets structurants lancés par l'Algérie, à savoir le mégaprojet intégré de phosphate à Tébessa, la mine de fer à Tindouf et la mine de zinc à Bejaïa. Le troisième domaine est celui de l'expansion et de la modernisation du secteur ferroviaire.

Sur le plan diplomatique, M. Attaf s'est donné pour objectif, lors de cette tournée européenne, de conforter le rôle de l'Algérie dans son environnement régional et de réaffirmer son statut de partenaire responsable et fiable dans la rive sud de la Méditerranée. Un rôle privilégiant une approche multilatérale et favorisant une politique de voisinage commun dans un contexte géopolitique dominé par des enjeux énergétiques, engendrés essentiellement par le conflit russo-ukrainien.

Ces visites s'inscrivent dans le cadre du renforcement des relations bilatérales et de la consolidation du dialogue politique sur les questions qui concernent les intérêts fondamentaux et les intérêts majeurs de l'Algérie et de ses partenaires. Dans ce contexte, il sera surtout question de l'évaluation des relations de coopération bilatérales dans différents domaines et de l'examen des moyens de les promouvoir, outre l'échange des vues concernant les derniers développements sur les scènes régionale et internationale, notamment en ce qui concerne le Maghreb, la région sahélo-saharienne, les régions méditerranéennes et du Proche-Orient, outre les tensions qui marquent les relations internationales, sur fond de la guerre en Ukraine. La dernière étape de ce périple, est la capitale de la Pologne, Varsovie, où celui-ci a tenu, vendredi une séance de travail avec son homologue polonais, Radoslaw Sikorski.

L'ordre du jour de cette séance a porté, les voies et perspectives de conférer une nouvelle dynamique aux relations historiques entre l'Algérie et la Pologne, notamment dans le contexte des évolutions économiques que connaît notre pays à l'étape actuelle et qui ouvre les portes devant les opportunités de coopération et de partenariat.

Il a affirmé que l'Algérie est devenue une destination de choix pour les investisseurs, notamment dans les secteurs des énergies propres, des start-up, du numérique, des industries et du tourisme. L'économie algérienne est également à l'aube d'une révolution énergétique, ce qui ouvre la porte aux entreprises belges dans ces secteurs.

Le Président du conseil d'administration Green Energy Cluster Algeria a également indiqué que les énergies renouvelables et l'un des secteurs les plus prometteurs en Algérie, « grâce aux programmes de Sonelgaz en matière d'énergie solaire et d'hydrogène vert, l'Algérie est bien positionnée pour produire de l'hydrogène vert à bas coût, pouvant fournir de l'énergie propre à l'ensemble de l'Union européenne, y compris la Belgique » a-t-il conclu.

FORUM ÉCONOMIQUE ALGÉRO-BELGE

Un partenariat prometteur

Par Mourad A.

Sous le thème du partenariat, l'ambassade d'Algérie à Bruxelles, en collaboration avec l'ambassade de Belgique en Algérie, la Chambre de commerce arabo-belgo-luxembourgeoise et la Chambre de commerce et des entrepreneurs de Bruxelles, a organisé un forum économique réunissant plus de 100 entreprises belges et luxembourgeoises à Bruxelles. Cet événement majeur marque une étape importante dans les relations économiques entre l'Algérie et la Belgique, renforçant ainsi les échanges commerciaux qui ont atteint plus de 2,7 milliards d'euros en 2023, avec une balance favorable à l'Algérie. Ce forum, deuxième du genre, a rassemblé hommes d'affaires et représentants institutionnels pour discuter des opportunités d'investissement et de partenariat, stimulées par le récent établissement du Conseil d'affaires algéro-belge à Alger. L'ambassadeur d'Algérie en Belgique, Mohamed El Amine Bencherif, a souligné l'excellence des relations bilatérales et mis en avant la fiabilité financière de l'Algérie grâce aux politiques économiques du président de la République. Depuis 2020, l'Algérie a pris de nombreuses mesures pour diversifier son économie et stimuler les investissements étrangers et nationaux, notamment en instaurant une nouvelle loi sur l'investissement et en adoptant des réformes visant à créer un environnement propice

aux affaires. L'économie algérienne, la troisième du continent africain, affiche un taux de croissance en constante amélioration, offrant de nombreuses opportunités pour les entreprises bruxelloises. Du côté belge, cet engagement renforce la confiance des investisseurs. Ronny Stroobandt, conseiller en diplomatie économique à l'ambassade de Belgique en Algérie, a déclaré : « La Belgique cherche à faire connaître les possibilités d'investissement en Algérie, qui bénéficie d'un projet présidentiel en ce sens ». Cet enthousiasme s'est reflété dans la forte participation des entreprises belges et luxembourgeoises à cette journée économique. Thierry Geerts, administrateur délégué et CEO de BECI, a souligné l'importance de mieux se connaître pour collaborer efficacement, ajoutant que la Chambre de commerce de Bruxelles, représentant 100 000 indépendants et 35 000 entreprises, offre un potentiel significatif pour l'import-export. Les participants à ce forum ont exprimé leur satisfaction au micro de la Télévision Algérienne. Omar Boubekour, directeur du guichet décentralisé de Sidi Bel-Abbès, a mis en lumière les mesures incitatives mises en place par l'État algérien pour optimiser le climat des affaires, notamment l'exonération fiscale et l'accompagnement des investisseurs. Les entreprises belges présentes en Algérie ont également partagé leur expérience positive. John Cockerill, chef du groupe développement des affaires, a observé un

nouveau climat encourageant, affirmant que l'Algérie mérite d'être considérée pour de nouvelles opportunités d'investissement. Abdenour Melikechi, chef de l'ingénierie des systèmes et de la sécurité chez John Cockerill Defense, a parlé de la coopération en vue de projets de co-production et de co-développement.

De son côté, Sid Ali Zerrouki, directeur général d'Algeria Venture, a souligné le potentiel des ressources humaines en Algérie, avec plus de 350 000 étudiants diplômés chaque année dans des domaines techniques tels que l'intelligence artificielle, les mathématiques, la robotique et les drones.

Il a affirmé que l'Algérie est devenue une destination de choix pour les investisseurs, notamment dans les secteurs des énergies propres, des start-up, du numérique, des industries et du tourisme. L'économie algérienne est également à l'aube d'une révolution énergétique, ce qui ouvre la porte aux entreprises belges dans ces secteurs.

Le Président du conseil d'administration Green Energy Cluster Algeria a également indiqué que les énergies renouvelables et l'un des secteurs les plus prometteurs en Algérie, « grâce aux programmes de Sonelgaz en matière d'énergie solaire et d'hydrogène vert, l'Algérie est bien positionnée pour produire de l'hydrogène vert à bas coût, pouvant fournir de l'énergie propre à l'ensemble de l'Union européenne, y compris la Belgique » a-t-il conclu.

CÉRÉALES

Vers l'autosuffisance en blé dur d'ici à 2027

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a affirmé jeudi depuis Tindouf que l'Algérie atteindra l'autosuffisance en blé dur d'ici à 2027, et ce dans le cadre du Plan national de développement des cultures stratégiques.

Accompagné du ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, lors d'une visite de terrain effectué dans la wilaya de Tindouf, M. Cherfa a déclaré que son département supervisera, dès la semaine prochaine, le lancement de la réalisation de 30 silos de stockage de céréales d'une capacité de 30 millions de quintaux, dans le cadre du Plan national de développement des cultures stratégiques visant à atteindre l'autosuffisance totale en blé dur à l'horizon 2027. Le ministre a rappelé la loi sur l'investissement qui ouvrira la voie au partenariat avec des entreprises étrangères, permettant de bénéficier de l'expérience et de la technologie pour améliorer les rendements dans le domaine des cultures stratégiques. M. Cherfa a également souligné la nécessité de transformer les fermes pilotes en unités de production, en application du programme du président de la République, soulignant que près de 3.000 hectares d'arganiers seront plantés au cours de cette saison, faisant de l'Algérie un pays producteur d'huile d'argan à l'avenir. Le ministre s'est félicité de la production agricole réalisé par l'Algérie au titre de l'exercice actuel, notamment dans certaines régions du Sud, comme Adrar, Timimoune, Illizi, Ghardaïa et El Ménéa, ce qui incite à l'élargissement des superficies destinées à la production des différents types de céréales, en les portant à près de 500 000 hectares, l'objectif étant d'assurer un stock stratégique dans les zones sahariennes". Il a indiqué, en outre, que l'opération de recensement général de l'agriculture (RGA) qui s'étalera jusqu'au 17 juillet prochain a atteint un taux de 61% ce qui confirme l'adhésion constant des agriculteurs et éleveurs à cette démarche qui vise à évaluer les capacités du pays en matière de développement agricole, en prévision de l'établissement des programmes futurs. M. Cherfa a procédé, à l'occasion, à la pose de la première pierre du projet de réalisation du complexe de proximité de stockage des céréales d'une capacité de 5.000 tonnes dans la ville de Tindouf, avant de se rendre dans le périmètre agricole de Oued el Mahia (23 km du chef lieu de la wilaya), où il a donné le coup d'envoi pour la réalisation du projet de raccordement de 199 exploitations agricoles au réseau électrique pour une enveloppe budgétaire de 40 millions DA à réaliser sur une durée de 45 jours, selon les explications fournies sur place à la délégation ministérielle. La délégation ministérielle a également visité les différents pavillons de la foire des produits agricoles locaux, avant d'inspecter le complexe intégré de production des viandes blanches et des œufs, couvrant 60% des besoins de la wilaya. A cet effet, le ministre a souligné la nécessité d'encourager et d'accompagner ce genre d'investissements.

R.E.

CONSEIL DE LA NATION

Clôture de la session ordinaire 2023-2024 dimanche prochain

Le Conseil de la nation clôturera sa session ordinaire 2023-2024, dimanche prochain, indique jeudi un communiqué de l'institution parlementaire. "Conformément aux dispositions de l'article 138 (alinéas 1 et 2) de la Constitution et de l'article 5 de la loi organique 16-12, modifiée et complétée, fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée populaire nationale et du Conseil de la nation ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le Gouvernement, le Conseil de la nation clôturera sa session ordinaire 2023-2024 dimanche 30 juin 2024", précise le communiqué. La cérémonie de clôture est prévue à 10h00, selon la même source.

ZONE MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE

Une rencontre sur la sécurisation bancaire à Conakry

Une rencontre sur la sécurisation bancaire dans la zone monétaire ouest-africaine se tient à Conakry, la capitale guinéenne, en présence des délégués venus de plusieurs pays de la sous-région ouest-africaine. La réunion qui regroupe des experts en provenance de Gambie, du Libéria, de la Sierra Leone et ceux de la Guinée, vise à lutter contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et le renforcement de l'intégration sous-régionale dans l'espace ouest-africain. Selon le gouverneur de la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG) Karamo Kaba, il s'agit de renforcer la collaboration entre les banques centrales des pays de la Zone monétaire ouest-africaine (ZMOA). "Cette dynamique aura un impact considérable sur l'économie de nos pays", a assuré Karamo Kaba, avant d'ajouter que la Banque africaine de développement (BAD) comptait accompagner la réalisation de ce projet. Par ailleurs, les institutions bancaires des différents pays comptent œuvrer afin de parvenir à une sécurisation bancaire dans la sous-région.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

SAISON ESTIVALE

Les structures de santé «fin prêtes»

Le ministre de la Santé Abdelhak Saihi a affirmé, jeudi à Alger, que les différentes structures du secteur de la santé sont "fin prêtes" à faire face à tout imprévu pouvant survenir durant la saison estivale. Présidant les travaux d'une rencontre d'évaluation autour des préparatifs de la saison estivale 2024, M. Saihi a indiqué que le plan d'action élaboré par le secteur, en prévision de la saison estivale, repose sur "la consolidation de la disponibilité des structures de la santé à faire face à ce qui peut résulter des groupements d'été, soit

en ce qui a trait aux intoxications, aux accidents de la circulation ou autres". Le ministre a en outre mis en exergue "le bond qualitatif" réalisé dans le secteur de la santé, touchant à différents aspects, ce qui a permis, a-t-il dit, de concrétiser les engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le secteur de la santé. A son tour, le Directeur général (DG) de la prévention et de la promotion au ministère de la Santé, Djamel Fourar, a fait savoir que les structures de la santé ont été placées "en état d'alerte maximale", en prévision

de la saison estivale qui connaît souvent des pathologies saisonnières, à l'instar de celles à transmission hydrique et des intoxications alimentaires. Selon le même responsable, "des instructions ont été données aux établissements de santé, ayant trait particulièrement aux mesures préventives, dont le contrôle de l'eau potable et des espaces de restauration, aux plages et aux piscines, en sus de l'aménagement des services des urgences médicales pour l'accueil des patients, notamment au niveau des wilayas côtières".

LES NOUVEAUX STATUTS PARTICULIERS EN COURS D'ÉLABORATION

Vers de nombreux acquis aux fonctionnaires de l'Education

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed, a affirmé, jeudi à Alger, que les statuts de l'Education nationale, qui sont toujours en cours d'enrichissement, apporteront inévitablement "de nombreux ac-

quis" à la hauteur des attentes des travailleurs du secteur. Lors d'une séance consacrée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Belaabed a fait savoir que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "accorde un intérêt particulier aux statuts de l'éducation nationale, qui sont en cours d'enrichissement", soulignant que ces statuts, qui "apporteront de nombreux acquis, seront à la hauteur des attentes de tous les travailleurs du secteur". Pour rappel, le président de la République avait ordonné, en février dernier, le report de l'exposé sur les statuts et le régime indemnitaire des corps spécifiques de l'éducation nationale avec un examen approfondi afin d'en améliorer le contenu, en tenant compte du fait que l'enseignant est un éducateur avant d'être un fonctionnaire. Le président de

la République a, également, enjoint de "définir les priorités, selon une vision moderne, qui met la formation des générations futures au cœur des préoccupations" et a instruit à l'effet "d'examiner davantage d'offres et de propositions qui servent le secteur de l'éducation". Quant à la question de la régularisation de la situation financière d'une catégorie d'enseignants des écoles primaires travaillant au niveau de la direction de l'éducation de la wilaya de Jijel, le ministre a souligné que ces enseignants, conformément aux lois en vigueur, «ne sont pas concernés par l'intégration par la promotion à un grade de base ou aux grades créés ultérieurement, car ils n'ont pas achevé leur formation programmée avant 2012, en vertu de l'accord conclu entre son département et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique».

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 26 جوان 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 26 Juin 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ¹				
DA / Kg		دج / كلف				
Produits	معدل	أعلى	أدنى	المنتجات		
	Moyenne	Maximum	Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	91	100	82	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	78	90	65	الطماطم	
	Oignon sec	62	69	54	البصل الجاف	
	All sec	378	432	324	الثوم الجاف	
	All vert	149	160	137	الثوم الأخضر	
	Carotte	73	81	65	الجزر	
	Navet	144	157	131	لفت	
	Poivron	120	132	108	الفلفل الأخضر	
	Piment	146	164	127	الفلفل الحار	
	Courgette	99	111	87	الكوسة	
	Haricot vert	259	280	237	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	119	131	106	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	444	545	343	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	540	671	409	التمر	
	Melon	116	129	103	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	89	100	78	البطيخ الاحمر	
	Banane	325	338	312	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1722	1847	1598	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	345	356	334	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	17	15	البويض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)	

DE NOUVELLES PRODUCTIONS SOPHISTIQUÉES EXPOSÉES À LA FIA

L’industrie militaire en vedette

La 55^e édition de la Foire internationale d’Alger (FIA), clôturée hier samedi à la Safex, a été marquée par une présence remarquable de l’industrie militaire. De nouvelles productions sophistiquées et compétitives, de très haute qualité, réalisées par des compétences algériennes dans diverses spécialités ont été exposées, traduisant, ainsi, le niveau exceptionnel atteint par les unités de production de cette industrie, qui ont su s’adapter aux avancées technologiques.

Synthèse Sirine R

Le pavillon réservé à la présentation de la production industrielle et militaire de l’armée nationale populaire (ANP) a attiré la foule. De nombreux visiteurs venus des quatre coins pays ont été curieux de découvrir les nouvelles productions de l’armée. En effet, un afflux particulier de visiteurs a été constaté au niveau du pavillon des industries militaires, présentes avec de nouvelles productions diversifiées et captivantes. Parmi ces nouveautés, les nouveaux modèles développés de camions et d’autobus version 2024, exposés par l’Etablissement de développement de l’industrie automobile de Tiaret assurant la commercialisation de productions des marques «Mercedes Benz» et «SONACOME» relevant de la Direction des industries militaires du ministère de la Défense nationale, des modèles alliant conception moderne et robustesse. A cet effet, le représentant dudit établissement, a indiqué, à l’APS, que six modèles constituaient la révélation de cette édition, dont trois camions de modèle développés, le K7,5 appelé à remplacer le K66 avec une charge globale ne dépassant pas les 7,5 tonnes, le KM7,5 d’une charge globale de 9,5 tonnes, outre le K12, la version développée du K120, d’une charge globale de 12 tonnes. L’Etablissement y a également pris part avec trois bus, dont deux bus de 33 et 49 sièges,

et d’autres réservés au transport urbain des voyageurs, d’une capacité pouvant atteindre 100 passagers. Destinés aux entreprises publiques et privées, ainsi qu’aux personnes physiques, ces modèles seront produits et commercialisés, selon le même intervenant, en 2025. De son côté, l’Etablissement de construction mécanique de Khenchela qui relève de la Direction des fabrications militaires (DFM) a présenté le prototype d’un fusil de précision de calibre 7,62 mm, conçu et développé par l’Etablissement. Ledit fusil est actuellement en phase d’intégration, selon les explications fournies par le représentant de l’Etablissement. Ledit établissement s’emploie, à travers sa participation à la FIA, à faire connaître davantage son activité et ses produits, en exposant également les tubes à canaux utilisés comme pièces de rechange. Autre nouveauté de la FIA, l’hôpital de campagne mobile conçu aux normes internationales par l’Etablissement central de construction (ECC) relevant de la Direction des fabrications militaires (DFM). Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s’est arrêté devant cette réalisation, qui a suscité la curiosité des visiteurs. Cet hôpital se compose de deux zones : une zone stérile, qui comprend une salle d’opération, une salle de réanimation et une salle de stérilisation des instruments chirurgicaux, et une zone non stérile, qui comprend une salle de soins, une salle de

radiologie, un laboratoire d’analyses, une salle préopératoire et un hall de réception. Cet hôpital doté de matériels et d’équipements de pointe a été réalisé par l’assemblage de six (6) cabines préfabriquées répondant aux normes internationales. De son côté, l’Etablissement central de rénovation du matériel des transmissions s’emploie à fabriquer et à développer les systèmes et appareils de communication par des ressources humaines locales pour en équiper les unités de l’Armée nationale populaire. L’Etablissement a exposé, lors de cette FIA, ses différents produits développés localement et en partenariat avec des étrangers, selon les explications fournies par le responsable de la chaîne de montage au niveau de l’Etablissement. Le stand de l’Etablissement de développement et de production des systèmes de technologies avancées (EDPSTA) qui a participé à l’exposition avec des modèles de drones de petite taille quadrirotor, a montré que cet établissement était à la pointe des technologies dans ce domaine. Le drone à voilure fixe destiné à la surveillance diurne et nocturne est une des nouveautés de cette édition de la Foire, selon les précisions d’un représentant de l’Etablissement. Il est à rappeler que quelque 700 exposants nationaux et étrangers, représentant 32 pays, ont pris part à cette 55^e édition de la Foire internationale d’Alger, dont la Turquie est l’invitée d’honneur.

BRAHIM MERAD L’A SOULIGNÉ :

La politique du président de la République en faveur des jeunes a donné des résultats tangibles

Le ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et de l’Aménagement du territoire, Brahim Merad, a affirmé, samedi à Alger, que la politique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en faveur des jeunes avait donné des résultats tangibles sur le terrain. Procédant, en compagnie du ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrahmane Hammad, à l’inauguration d’une piscine semi-olympique à

Aïn Taya baptisée du nom du défunt moudjahid Abdelmadjid Allahoum, M. Merad a précisé que "les réalisations concrétisées sur le terrain en termes de structures sportives et de loisirs et de programmes destinés aux jeunes reflètent l’intérêt qu’accorde le président de la République à cette catégorie et à la prise en charge optimale de ses préoccupations", soutenant que la politique du président de la République envers

cette catégorie avait donné des "résultats tangibles sur le terrain". A cette occasion, le ministre de l’Intérieur a appelé les jeunes à poursuivre leurs efforts pour hisser haut l’emblème national et faire honneur au pays dans les fora internationaux, notamment les rendez-vous sportifs. S’enquérant des conditions de déroulement de la saison estivale au niveau du camp de jeunes et de la plage d’El-Kadous (commune de

Heuraoua), M. Merad a insisté sur "la généralisation des activités sportives et récréatives et l’entretien régulier des structures et des équipements". Il a également mis l’accent sur "l’accompagnement des personnes aux besoins spécifiques au niveau de toutes les structures touristiques, notamment les forêts, les plages et les espaces de détente".

FABRIQUÉ PAR L’ENTREPRISE "ECOREP"

Livraison du premier bateau algérien de plaisance

Slimane T/Agence

L’entreprise de fabrication et de réparation navale "Ecorep" de Bouharoun (Tipasa), a levé le voile, samedi, sur son premier bateau de plaisance fabriqué par des compétences 100% algériennes pour le compte d’un investisseur privé dans le secteur du tourisme. Ceci reflète, dira le ministre de l’Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, les efforts sérieux du Gouvernement visant à encourager l’industrie navale. D’une capacité de 72 passagers et d’une longueur de plus de 16 mètres, ce projet est le premier modèle élaboré et réalisé par l’entreprise Ecorep, de l’étude jusqu’à l’ingénierie, la conception et la fabrication, avec un taux d’intégration de 87 %, a expliqué le PDG de l’entreprise, Hamid Benderradji, notant que la durée de réalisation est de 12 mois. Ce premier bateau de plaisance est conçu selon les normes internationales en vigueur dans le domaine, affirme le responsable, notant que des essais techniques ont été effectués avec succès. A cette occasion, Aoun a relevé une «amélioration significative» des performances de l’entreprise Eco-

rep en général, car ayant réussi à surmonter les difficultés rencontrées auparavant et à respecter ses engagements envers ses clients à hauteur de 85 %, notamment dans la construction de remorqueurs en aluminium pour le compte du groupe Sonatrach, entre autres commandes. L’entreprise Ecorep, qui est entrée «en force» sur le marché, est appelée à intensifier ses efforts et à diversifier ses produits en fonction des besoins du marché local, soulignant avoir émis des instructions pour concrétiser la stratégie du Gouvernement visant à accompagner et à soutenir le développement de l’entreprise, à rendre son industrie plus compétitive et contribuer ainsi au développement de l’économie nationale dans le domaine du transport maritime, de la gestion portuaire et du secteur du tourisme. Après avoir appelé les acteurs de l’industrie navale à investir dans la construction de bateaux de plaisance le long du littoral algérien, Aoun a souligné que le secteur industriel œuvre à mettre en place un cadre réglementaire pour l’établissement d’une véritable industrie navale et à encourager les investissements nécessaires à son développement, no-

tamment en ce qui concerne la production et la maintenance de grands navires, tout en encourageant l’émergence de startups dans différents domaines de la construction et de l’industrie navales, permettant l’émergence d’un "cluster" spécialisé dans la construction et la réparation navale. Le ministre du Tourisme et de l’Artisanat, Mokhtar Didouche a, de son côté, affirmé que ce genre de projets en lien avec la construction des bateaux de plaisance était à même d’apporter «une valeur ajoutée au secteur du Tourisme à travers la promotion des différentes destinations et la découverte de la beauté des plages algériennes». Pour sa part, le ministre des Transports, Mohamed El Habib Zahana, a réitéré l’engagement de son secteur à accompagner et à encourager l’entreprise "Ecorep", notamment à travers l’accélération des procédures des études techniques relatives à la construction navale et à l’octroi des autorisations nécessaires pour commercialiser ses produits, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du Gouvernement visant à encourager et à développer l’industrie navale dans tous ses volets, à l’instar de l’ingénierie et de la maîtrise de la technologie.

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Les PME appelées à s’organiser en consortium

Une journée d’information sur l’exportation « Export Day » a été organisée, hier à Alger, par la Chambre nationale de commerce et d’industrie (CACI). Placé sous le thème : « l’export : environnement, stratégie et accès aux marchés étrangers », cette rencontre était une occasion pour des experts dans le domaine de mettre en avant l’importance aux entreprises algériennes, dont 90% d’entre elles sont des PME, de se regrouper au sein de consortiums ou cluster afin de réussir dans l’effort national de promotion des exportations hors hydrocarbures. Selon l’expert et consultant en économie, Kamel Kheffache, « il est temps pour nos entreprises de passer à la création de consortiums et clusters pour s’installer durablement dans les marchés à l’international et gagner des parts ». Indiquant ce mécanisme a fait ses preuves dans plusieurs pays, l’expert a estimé que les entreprises algériennes sont appelées à plus que jamais à s’organiser pour être compétitives sur les marchés internationaux. C’est eux d’effectuer des études du marché et de défendre leur intérêt. L’Etat avec ses institutions spécialisées n’est qu’un accompagnateur, souligne-t-il. De nombreux sociétés ayant réussies à exporter parfois n’arrivent pas à répondre aux besoins de son client à l’étranger. Une situation qui lui risquerait de perdre carrément les parts de ce marché, faute d’incapacité de satisfaire à la demande. La solution est de faire appel à d’autres PME activant dans la même filière pour produire à son compte. « On peut régler ce problème en faisant appel à un groupe de PME pour produite le même produit de même qualité et d’un délai requis. Un cahier des charges doit être élaboré pour produire un produit de qualité et un prix compétitif », a-t-il souligné. Pour sa part, l’expert Hadi Djoumagh a appelé les PME algériennes à l’adoption de cette démarche de création de consortium, même entre des concurrents au niveau local. « On peut être des concurrents en interne, mais rien n’empêche de mutualiser les efforts à l’international. C’est comme ça qu’en va gagner la bataille de l’exportation », conclut-il.

Z R.

EL-TARF

Production prévisionnelle de plus de 400 000 quintaux de céréales

La campagne moissons-battage de la saison agricole 2023-2024 devrait être ponctuée par une production de 432.164 quintaux de céréales, toutes variétés confondues, a indiqué, le wali, Mohamed Meziane. Le responsable de l'exécutif local, qui présidait dans la zone de Bordj Semmar, dans la commune d'Echatt (66 km à l'ouest d'El Tarf), la cérémonie de lancement de la campagne des moissons, a précisé que la production escomptée représente une augmentation de 179.164 quintaux par rapport à la saison précédente, marquée par une production céréalière de 253.000 quintaux. M. Meziane a souligné que cette saison agricole a connu des précipitations saisonnières importantes, devant se répercuter positivement sur la production de diverses variétés de céréales pour des rendements de 22 quintaux par hectare pour le blé dur et de 25 quintaux par hectare pour le blé tendre et l'orge. Il a également fait état de la mobilisation, au titre de l'actuelle campagne moisson-battage de 51 moissonneuses-batteuses, dont 14 relèvent de la Coopérative des céréales et légumineuses secs (CCLS), les 37 restantes appartenant au secteur privé, en plus de 14 camions de 20 tonnes et de 5 points de collecte et de stockage des céréales d'une capacité totale de 665.000 quintaux. Selon les explications techniques fournies sur place, la superficie cultivée pour la campagne agricole en cours est estimée à 19.169 hectares, soit une augmentation de 1. 321 hectares par rapport à la saison dernière. La daïra de Dréan occupe, avec 4.562 hectares, la première place en termes de superficie céréalière, suivie des daïras de Bouhadjar (4.400 hectares), de Ben M'hidi (3.271 hectares), de Besbes (3.180 hectares) et d'El Kala qui ferme la marche avec 240 hectares seulement. Pour sa part, la directrice des services agricoles (DSA), Fadila Akli, a fait savoir que sa direction a lancé, dès le début du mois de mai dernier, en coordination avec la Conservation des forêts, la direction de la Protection civile et plusieurs autres structures concernées, une campagne de sensibilisation à l'échelle des 24 communes de la wilaya, afin de préserver les zones cultivées et de les protéger des incendies jusqu'à la fin de la campagne moissons-battage en août prochain.

TÉBESSA

Baddari inaugure un nouveau pôle universitaire à Boulhaf Dir

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a présidé jeudi dans la commune de Boulehaf Dir (wilaya de Tébessa) la cérémonie d'inauguration du nouveau pôle universitaire "chahid Drid Abdelmadjid".

Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite de travail dans cette wilaya en compagnie du ministre des Travaux Publics et des Infrastructures de Base, Lakhdar Rekhroukh, M. Baddari a affirmé que cette nouvelle structure universitaire "permettra aux étudiants de mener leurs cursus et recherches scientifiques dans de meilleures conditions, de sorte à former des chercheurs et étudiants innovants qui adhèrent à la vie scientifique et contribueront au processus de développement de cette wilaya frontalière, étroitement lié au secteur de l'enseignement supérieur". Il a ajouté que l'inauguration de cette structure dotée des commodités nécessaires s'inscrit dans le cadre du programme de travail du gouvernement 2021-2024 visant à consolider les capacités d'accueil des étudiants et leur offrir les services nécessaires.

L'université de Tébessa a réalisé ses objectifs opérationnels en rapport avec le programme du président de la République et son 41ème engagement visant à faire de l'université un cadre d'enseignement, de développement et d'innovation", a affirmé M. Baddari soulignant que "tous les objectifs ont été atteints avec succès dans le domaine de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique, de l'entrepreneuriat et de l'innovation". Selon les explications données sur place par le directeur local des équipements publics, Brahim Baouta, en présence du wali, Saïd Khalil, ce nouveau pôle érigé sur une superficie de 45 hectares pour une enveloppe de plus de 4 milliards DA offre 8.000 places pédagogiques réparties sur les deux facultés des lettres et des langues et des sciences humaines et sociales ainsi que l'Institut des activités sportives et

physiques. Le pôle dispose de 16 amphithéâtres, 95 salles, une bibliothèque, un pavillon administratif, 200 bureaux pour enseignants et espaces pour clubs scientifiques, selon le même responsable. Lors de ses discussions avec des étudiants en marge de l'exposition tenue au nouveau pôle sur les start-up et les projets innovants, le ministre a appelé à diffuser la culture de l'entrepreneuriat dans les milieux estudiantins et à les soutenir dans leurs recherches scientifiques, les exhortant à concrétiser leurs projets, notamment ceux ayant obtenu des brevets d'invention et le label de projet innovant. Il a également exhorté les autorités locales à mettre en place un environnement favorable à l'accompagnement des étudiants lors des diverses phases de concrétisation de leurs projets.

SALON INTERNATIONAL DE VÉHICULES THERMIQUES, ÉLECTRIQUES ET HYBRIDES À ORAN

Exposition de nouveaux véhicules

De nouveaux camions de marque « Sonacome », fabriqués par l'Etablissement de développement de l'industrie automobile relevant du secteur économique de l'Armée nationale populaire, ont été exposés mercredi au Centre des conventions d'Oran (CCO) « Mohamed Benahmed » d'Oran, dans le cadre de la première édition du Salon international de véhicules thermiques, électriques et hybrides, qui se poursuit à Oran. Au stand de l'Etablissement de développement de l'industrie automobile, le Directeur général de l'Etablissement, le Colonel Mohamed Bourahla a présenté de nouveaux camions de marque Sonacome, que sont « K12 » et « K7.5 » succédant à « K120 » et « K66 ». Trois nouveaux modèles de bus de 33 places, 49 places et 100 places, produits par l'Entreprise de développement de l'industrie automobile de Tiaret, grâce à des compétences algériennes et un accompagnement d'un groupe chinois, sont également exposés. Le colonel Mohamed Bourahla a, aussi, indiqué que l'entreprise présente des offres

exceptionnelles de tracteurs de marque « Mercedes Benz » et de remorques Sonacome en vue de renforcer sa présence sur le marché de l'automobile avec des produits de haute qualité et à des prix compétitifs. Il a souligné que « l'entreprise est déterminée à faire face au défi logistique visant à accélérer le commerce interafricain, en fournissant des produits fiables répondant aux exigences logistiques croissantes, avec la possibilité d'augmenter les capacités de production en fonction de la demande ». Il a également déclaré que la capacité de production annuelle de l'Etablissement de développement de l'industrie automobile est estimée à 6000 véhicules Mercedes et 2000 camions, avec la production de 1000 unités de véhicules Sonacome. Il a mis l'accent sur la maîtrise de la chaîne de production et de l'approvisionnement, ce qui offre une large gamme de véhicules tout-terrain, de camionnettes, de camions de différents tonnages, de bus et de remorques. L'Etablissement assure un service après-vente de haute qualité

qui lui permet de renforcer sa position de leader dans le domaine de l'industrie automobile, a-t-il encore fait savoir. L'Etablissement de développement de l'Industrie automobile de Tiaret est une entreprise publique à caractère industriel et commercial (EPIC), fondée en 2009. Relevant du secteur économique de l'ANP, elle est spécialisée dans la conception, la production, la vente et l'après-vente et le service vente de véhicules industriels et commerciaux produits au niveau de ses usines implantées dans la zone industrielle d'Ain Bouchekif (Tiaret) et la zone industrielle de Rouiba. Une vingtaine d'exposants représentant cinq marques spécialisées dans la fabrication et l'importation de véhicules utilitaires, notamment et des camions participent à la première édition du Salon international de véhicules thermiques, électriques et hybrides de six jours, organisé sous le slogan « Présent et avenir de l'automobile », à l'initiative de la société « Sarl Moca Com », spécialisée dans l'organisation des manifestations et des expositions de véhicules.

PÊCHE

Les professionnels de Annaba expriment leurs préoccupations

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani, a reçu, jeudi, des membres du Bureau de l'Association des armateurs et des professionnels de la pêche de la wilaya de Annaba, qui lui ont exprimé leurs préoccupations et suggestions relatives aux questions socio-professionnelles en relation avec l'activité de la pêche, indique un communi-

qué du ministère. Lors de la rencontre, M. Badani a salué les différentes initiatives prises par l'association au niveau local, appelant à "œuvrer à les généraliser au niveau national, notamment ce qui concerne "la conclusion d'une convention de partenariat avec la Société nationale d'Assurance (SAA), permettant aux armateurs des bateaux de pêche de la

wilaya d'Annaba d'assurer leurs bateaux à des tarifs préférentiels", ajoute la même source. En outre, le ministre s'est félicité de "la convention signée avec la start-up +Allô Tabibi+ qui assure la prise en charge médicale au profit des marins et de leurs familles au niveau du port, en plus de fournir des services de prise en charge à distance dans des cas exceptionnels".

Enfin, les représentants de l'association ont exprimé "leur volonté de contribuer et d'aider avec tous les moyens possibles dans la recherche des marins disparus suite au naufrage du bateau de pêche au niveau des côtes de la ville de Gha-zaouet (Tlemcen)", conclut le communiqué.

MÉDÉA

Plus de 230 foyers raccordés au réseau du gaz naturel à Mfatha

Au total, 235 foyers ventilés à travers la commune de Mfatha (Daïra de Kdsar-El-Boukhari), sud de Médéa, ont été raccordés, jeudi, au réseau de distribution de gaz naturel. Un investissement d'un montant de l'ordre de 42 millions DA a été injecté pour le raccordement de ces domiciles répartis entre les agglomérations urbaines secondaires de Rebaia, Ouled Saken, Kerabia et Djelid, relevant de la commune de Mfatha, à 84 km au sud du chef-lieu de la wilaya de Médéa, selon les explications fournies par le directeur de l'énergie, Tayeb Zaidi. La commune

a bénéficié également de deux autres projets, l'un portant raccordement en gaz naturel de près de 900 autres foyers de la commune, l'autre concerne le raccordement en électricité de plus de 80 habitations rurales en électricité. Le lancement des travaux de ces deux projets s'est déroulé en présence du chef de l'exécutif local, Djahid Mous qui a instruit les responsables du secteur de l'énergie et les entreprises en charge de l'exécution des projets en question, de les livrer dans les délais impartis. Ainsi, il est programmé le raccordement en gaz naturel de 897 foyers situés dans

les agglomérations urbaines secondaires de Ouled Haoua, El-Hammam, et Ain-Aïcha, toujours dans la commune de Mfatha. Crédité d'une enveloppe de 78 millions de DA, le projet devrait être livré à la fin du mois de septembre prochain, selon les instructions du chef de l'exécutif local, tandis qu'une subvention de 20 millions de DA a été débloquée pour le financement des travaux de raccordement en électricité de 82 habitations rurales ventilées à travers les villages de Ouled-Aïcha, Ouled Saken, et Mouaïssia, a indiqué le directeur de l'énergie.

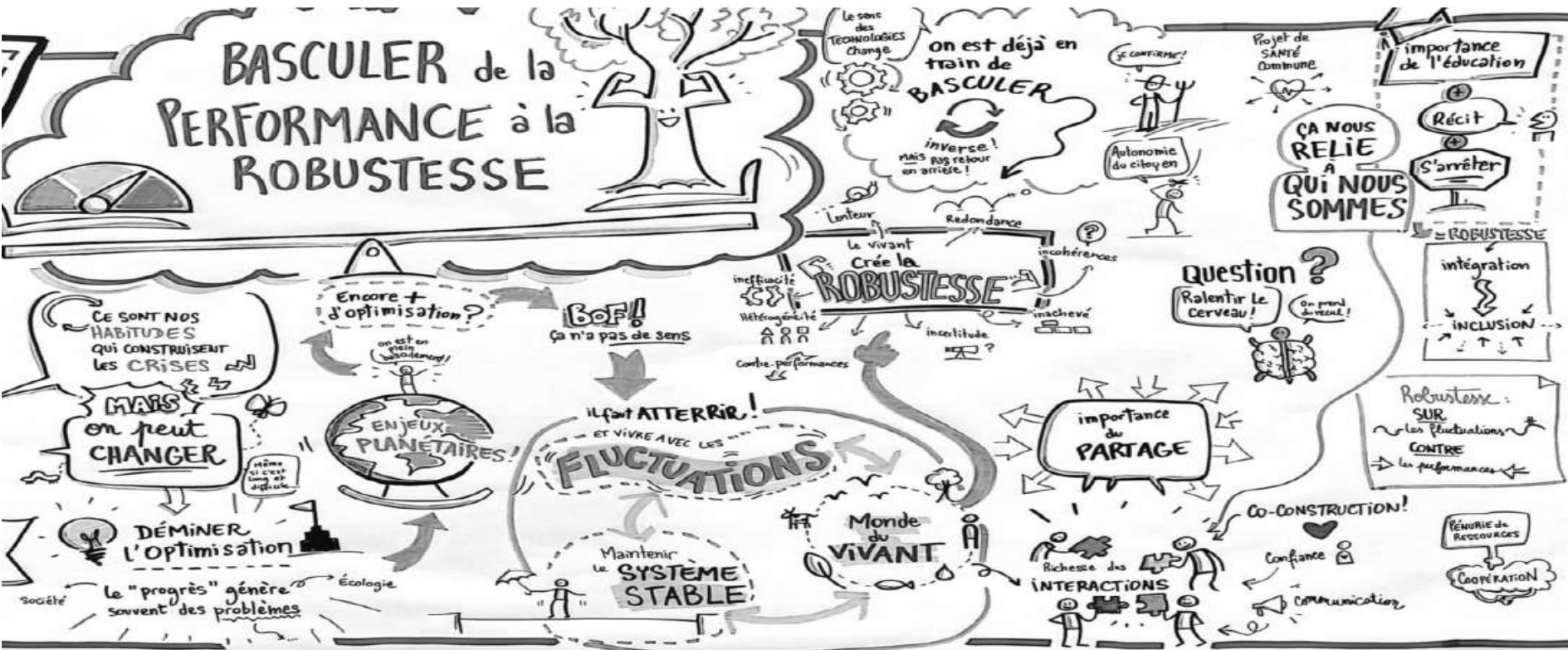
DE LA PERFORMANCE A LA ROBUSTESSE ET INVERSEMENT

Révolutions silencieuses

« Ce sont nos habitudes qui construisent les crises. »[1]

Pour faire face à la polarisation mondiale du marché du travail manufacturier, au laminage des classes moyennes, selon l'économiste du développement de renommée mondiale Dani Rodrik, il n'y a pas d'autre solution que celle d'investir et d'élever la productivité dans les services, autrement dit dans le travail le moins qualifié.

2^e partie et fin



Par DERGUINI Arezki (*)

Une stratégie en trois volets

Progression de la productivité de haut en bas

Si la productivité doit donc progresser de haut en bas de la société, on ne peut attendre cependant qu'une telle progression puisse s'appuyer simplement sur une politique d'offre, de formation en particulier, mais aussi sur une politique de la demande. L'offre doit être dans la demande et la demande dans l'offre. « Traditionnellement, les initiatives en faveur de l'emploi ont été formulées en termes de politiques de développement des compétences et de la main-d'œuvre. Toutefois, les recherches menées au cours de la dernière décennie ont montré que ces politiques ont un impact limité sur l'emploi et les revenus et qu'elles sont rarement rentables. ... Les interventions politiques doivent également se concentrer sur la création d'emplois productifs, plutôt que sur la simple formation des travailleurs. »[11]
La progression ne peut pas être rapide non plus, on sait la difficulté de progression de la productivité dans le secteur des services et peu de choses sur la manière de la faire progresser. « Les données historiques générales suggèrent qu'il sera difficile d'atteindre des taux comparables de croissance de la productivité dans des domaines tels que les soins, l'éducation, le commerce de détail ou les services publics. Mais si nous avons raison quant à l'érosion du pouvoir de l'industrialisation en tant que stratégie de croissance, il n'y a pas d'autre solution que de faire de la productivité des services une priorité explicite du gouvernement. »[12]

« ... comment accroître la productivité et la demande dans ces activités de services qui absorbent la main-d'œuvre ? Nous proposons aux gouvernements une stratégie en trois volets. Premièrement, encourager la création d'emplois peu qualifiés par les grandes entreprises qui opèrent dans les services non échangeables. Deuxièmement, fournir aux petites entreprises des intrants publics et l'accès à des investissements permettant d'améliorer la productivité. Troisièmement, investir dans des technologies qui complètent plutôt qu'elles ne remplacent les travailleurs peu qualifiés dans les secteurs des services. »[13]
« Il existe déjà des exemples marquants de la manière dont les technologies numériques et l'IA peuvent permettre aux travailleurs moins qualifiés d'élargir l'éventail des tâches qu'ils peuvent accomplir, en prenant en charge certaines des responsabilités des professionnels plus expérimentés et plus qualifiés et en devenant plus productifs dans le processus. L'IA ne peut pas simplement remplacer la main-d'œuvre ; elle peut augmenter la productivité de la main-d'œuvre, et donc même accroître la demande de main-d'œuvre et les salaires. »[14]
La technologie reportant le travail qualifié des uns dans le travail moins qualifié des autres, élevant ainsi la productivité générale.
De la substitution à la complémentarité du capital et du travail
À suivre Dani Rodrik, on peut dire que la croissance de la productivité qui tend à se réfugier dans un pôle de l'activité économique, l'industrie manufacturière, ne créant plus d'emplois doit désormais se tourner vers le reste de l'activité économique où elle n'a pas progressé jusqu'ici, où la division du travail est difficile du point de vue de la substitution du capital au travail.

Ou autrement dit, le travail le moins qualifié doit pouvoir utiliser du travail qualifié, la diffusion du progrès technologique doit être simultanément descendante et ascendante. C'est le travail en général qui doit s'incorporer le progrès technique. Le capital ne doit plus tendre seulement à se substituer au travail, mais aussi à le compléter. C'est donc un autre rapport du capital et du travail que la société doit envisager. Ce sont d'autres rapports de classes.
D la puissance industrielle à la puissance sociale et inversement
Certains pourraient penser qu'il y a là comme une révolution qui ne veut pas dire son nom. Oui, mais une révolution silencieuse. Nous n'avons pas le choix, les faits sont là, la puissance industrielle tend aujourd'hui à produire de l'impuissance sociale et politique. La performance et l'optimisation généralisées détruisent la robustesse, au lieu de la compléter. Les guerres d'aujourd'hui sont des guerres de faiblesses. Elles ne rendent pas plus puissants, elles ne se gagnent plus (Bertrand Badie). La compétition que se livrent les sociétés industrielles pour préserver leur domination sur les ressources mondiales leur fait minimiser l'insécurité à laquelle elles sont exposées. Leur compétition pour la puissance industrielle aggrave les défis sociaux et écologiques. La puissance a des pieds d'argile. Elles devront de plus en plus soigner leur robustesse. Les pays du Sud, pour la plupart, sont déjà dans l'insécurité. Ils ne sont pas devant le même dilemme. Il est urgent pour elles de venir à bout de l'impuissance sociale. Ce qu'ils n'entrevoient pas encore c'est que c'est de leur puissance sociale que pourra émerger leur puissance industrielle. Mais pour la plupart de ces pays, se doter d'un État développementaliste en lieu et place d'un État

prédateur, d'un autre rapport que celui extractif de la société à la nature et duquel dérive celui du capital au travail, n'est pas une mince affaire. Elle pourrait ne pas avoir le même degré de difficulté que celui auquel seront confrontés les pays du Nord. Les habitudes changent plus facilement dans une population jeune peu favorisée que dans une population âgée qui soumettait le monde entier à la prédation. Mais, revers de la médaille, dans des sociétés déstructurées, sans une certaine rigueur, la jeunesse a plus de difficultés à s'habituer. Il lui faut moins de temps que ne l'exige habituellement le changement des habitudes. Les habitudes s'installent souvent à l'insu des habitués, quand ce n'est pas contre leur volonté, une génération ou plusieurs, préparant souvent celles d'une génération. Contre la volonté des individus quand ils en ont une et insensiblement, voilà pourquoi on peut s'autoriser de parler de révolution silencieuse. Révolution silencieuse des habitudes que couvrira certainement le fracas d'une certaine violence du fait de classes sociales héréditaires qui voudront se maintenir malgré une situation intenable ou d'une jeunesse impatiente sans perspectives.

(*)Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

Notes

- [11] Dani Rodrik Rohan Sandhu, op. cit.
- [12] Ibid.
- [13] D. Rodrik. A new growth strategy ... op. cit..
- [14] Ibid.

MAURITANIE

Coopération entre la BEI et la BCI pour le soutien aux PME

M. Isselmou Ould Tajidine, Président de la Banque pour le Commerce et l'Industrie (BCI), a officiellement signé les cinq premiers prêts conclus dans le cadre de la coopération avec des entrepreneurs mauritaniens. La cérémonie s'est déroulée en présence de Mme Rita Laranjinha, Directrice Afrique du Service européen d'action extérieure, et de Son Excellence M. Gwilym Jones, Ambassadeur de l'Union européenne (UE) auprès de la République Islamique de la Mauritanie.

La Banque pour le Commerce et l'Industrie (BCI) a déjà accordé des prêts totalisant 280 millions d'Ouguiyas (environ 6.5 millions d'euros) à cinq PME, trois mois après avoir signé un accord de coopération avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI). Ces prêts visent à soutenir l'emploi, l'entrepreneuriat et l'accès au financement pour les jeunes et les femmes en Mauritanie. Ils sont destinés à des secteurs tels que la santé, l'énergie propre et l'agriculture durable, contribuant ainsi aux objectifs de transition vers une économie verte et de développement humain renforcé définis par la Commission européenne pour la période 2021-2027. Dans le cadre de ce partenariat, la BCI prévoit d'accorder un total de 1 milliard d'Ouguiyas (environ 25 millions d'euros) de prêts aux petites et moyennes entreprises (PME) ainsi qu'aux entreprises de taille intermédiaire (ETI), ce qui devrait permettre de soutenir environ 3000 emplois, en particulier pour les jeunes et les femmes.

PARTENARIAT ENTRE «TRANSAVIA FRANCE» ET L'OFFICE NATIONAL DU TOURISME TUNISIEN

Objectif, 2 millions de touristes français en Tunisie à l'horizon 2030

A l'occasion de la signature d'un accord de partenariat entre «Transavia» et l'Ontt, les deux parties ont décidé d'entamer, dans les meilleurs délais, une étude conjointe de faisabilité d'un vol régulier saisonnier ou annuel sur l'aéroport Tabarka-Aïn Draham au départ de la France.

Transavia, compagnie aérienne «low cost» du groupe Air France-KLM, et l'Office national du tourisme tunisien (Ontt) viennent de signer, un accord de partenariat, qui, selon les termes de cet accord, vise à soutenir la destination à travers la consolidation du programme des vols de «Transavia» sur différents aéroports de la Tunisie.

4.245 vols réguliers entre la France et la Tunisie en 2023

Ce partenariat signé entre Olivier Maz-zucchelli, Pdg de «Transavia France», et Helmi Hassine, directeur général de l'Ontt, a pour finalité d'atteindre la barre des 2 millions de touristes français en Tunisie à l'horizon 2030. Lors de la signature de ce partenariat, il a été également décidé de collaborer dans le transport des participants aux voyages de presse et d'éductours, en plus de la participation conjointe à des foires et salons touristiques en France, à l'organisation de roadshows et autres campagnes de promotion digitale. Par ailleurs, «Transavia» et l'Ontt ont décidé d'entamer, dans les meilleurs délais, une étude conjointe de faisabilité d'un

vol régulier saisonnier ou annuel sur l'aéroport Tabarka-Aïn Draham au départ de la France. Il est à noter qu'au cours de l'année 2023 la compagnie a assuré 4.245 vols réguliers entre la France et la Tunisie sous la houlette de son représentant, «Kars International». En tout, elle a transporté plus de 1,3 million de passagers dans les deux sens, au départ de Paris-Orly et de la province française vers Tunis-Carthage mais aussi vers Monastir, Sfax, Djerba et Tozeur enregistrant, durant les périodes de pointe, jusqu'à 12 vols par jour.

Nombre de sièges en hausse

Actuellement, «Transavia» est la première compagnie aérienne entre la France et la Tunisie en volume de sièges avec une croissance d'activité de 83% enregistrée depuis 2019. A ce titre, pour l'année 2024, elle va mettre en place 1,7 million de sièges en aller et retour, soit 6% de plus par rapport à 2023. De son côté, Nicolas Hénin, directeur général adjoint commercial et marketing de «Transavia», a annoncé la programmation de 112 vols par semaine entre la Tunisie et la France à l'été 2024, dont 76

vols au départ de Paris. En tout, «Transavia» assure 16 routes pour 6 destinations françaises à savoir ; Paris-Orly, Nantes, Lyon, Montpellier, Marseille et Nice vers 5 aéroports tunisiens : Tunis, Djerba, Monastir, Sfax et Tozeur. Il est à rappeler par ailleurs, que «Transavia France» fête, cette année, ses 17 ans d'existence. La compagnie est implantée à Paris-Orly, Nantes, Lyon, Montpellier et Marseille et opère des vols moyen-courriers principalement en France, en Europe et vers le bassin méditerranéen. Elle se positionne comme la première compagnie «low-cost» au départ de Paris. La compagnie opère au cours de l'été 2024 avec une flotte de 75 Boeing 737 sur 200 lignes aériennes au départ de Paris-Orly et des régions. Elle vient par ailleurs de réceptionner le premier exemplaire d'un «Airbus A.320neo» qui permet 15% de réduction d'émission de CO2 et une atténuation du bruit de 50%. Ce type d'appareil est doté d'une nouvelle cabine plus moderne avec une assise plus confortable, l'intégration de ports USB et des espaces de rangement plus grands, soit une augmentation de 37% par rapport à un rack à bagage classique.

ÉGYPTE

United Oil and Gas va se retirer de la concession d'Abu Sennan

Ayant découvert un an plus tôt un gisement significatif d'hydrocarbures sur sa licence onshore d'Abu Sennan, United Oil and Gas avait engagé, fin décembre 2023, des travaux d'exploration sur le site avec pour objectif l'obtention de droits d'exploitation. L'entreprise britannique United Oil and Gas va se délester de

ses 22 % d'intérêts dans la concession pétrogazière d'Abu Sennan en Égypte, malgré une production maintenue constante sur le site tout au long de 2023, dans un contexte sécuritaire et environnemental jugé excellent. Selon les informations relayées mercredi 26 juin, la décision de la compagnie de se retirer de ce périmètre, son seul actif en

Égypte, est motivée essentiellement motivée par des défis économiques et financiers. Ces difficultés ont affecté la concession d'Abu Sennan qui a vu sa valorisation chuter d'environ 20 millions de dollars, ce qui a finalement entraîné une perte financière pour la compagnie, l'obligeant à rationaliser ses opérations pour faire face aux incertitudes du

marché. Par ailleurs, la mise en demeure d'United concernant un cash call impayé de 3,8 millions de dollars a encore plus compliqué la situation. Ce développement marque un tournant pour United Oil and Gas qui devrait chercher à se réorienter vers de nouveaux horizons, après son retrait d'Égypte.

LIBYE

Un contrat de services pétrogaziers en mer attribué à Rosetti Marino

Rosetti Marino est l'une des plus importantes compagnies de fourniture de services pétroliers à travers le monde, mais avec une présence jusqu'ici limitée sur le continent africain. L'entreprise italienne de services pétrogaziers Rosetti Marino a annoncé, mercredi 26 juin, qu'elle a obtenu un

marché EPC d'une valeur de 400 millions d'euros (environ 428 millions de dollars) dans le cadre d'un projet d'installation d'une plateforme de production de gaz au large de la Libye. Le contrat qui implique une collaboration avec les sociétés Kerry Project Logistics Italia Spa et Gruppo Antonini Spa, lui a été attribué par la Mellitah

Oil & Gas BV, une joint-venture active en Libye comprenant, la société publique du pétrole du pays (NOC) et sa compatriote Eni. Dans le cadre de ce deal, le cahier de charges de Rosetti Marino couvre essentiellement l'ingénierie, l'approvisionnement en matériaux, la construction et le chargement pour la livraison

de la partie supérieure de l'installation. À travers ce marché dont l'exécution devrait débiter sans délai pour une livraison attendue au deuxième trimestre 2027, Rosetti Marino a l'opportunité de renforcer son empreinte opérationnelle en Libye, deuxième pays où elle est active en Afrique, après le Nigéria.

TOGO

30 milliards FCFA additionnels de la BOAD pour les agropoles

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a approuvé, jeudi 27 juin 2024, un nouveau financement de 30 milliards de FCFA pour soutenir la deuxième phase du Projet de Transformation Agroalimentaire du Togo (PTA-Togo), une initiative visant à booster l'agriculture du pays et à réduire la dépendance aux importations alimentaires.

Ce financement substantiel vise à étendre les "succès" de la première phase du projet, avec un accent particulier sur l'augmentation de la production agricole dans des filières ciblées telles que le riz, le maïs, le soja, le sésame, le poulet de chair et la noix de cajou, d'après Togo First. Cet investissement est important pour accélérer la transformation agricole du Togo et pour renforcer notre sécurité alimentaire, selon la BOAD, qui avait déjà injecté au moins 10 milliards de FCFA dans le projet en 2018. Le PTA-Togo dont le coût est initialement estimé à plus de 77 milliards de FCFA, est conçu pour favoriser une croissance agricole inclusive, stimuler la création d'emplois et encourager l'investissement privé dans les secteurs agro-industriels stratégiques. Avec ce nouveau financement, le projet prévoit d'améliorer significativement les infrastructures agricoles et de renforcer les capacités des ac-

teurs locaux, ce qui est essentiel pour soutenir les petits exploitants agricoles et les entreprises agroalimentaires. Les bénéfices du projet sont projetés à grande échelle : environ 800 000 personnes bénéficieront directement de ce programme, avec une attention particulière pour l'inclusion des femmes, qui représentent 50% des bénéficiaires. De plus, le projet entend améliorer l'accès à des services de base, avec 10 000 personnes qui auront un nouvel accès à une source d'eau potable et autant qui seront connectées à l'électricité. Au Togo, ce projet qui prévoit la construction de 10 centres de transformation agricole (CTA) - agropoles - dont le premier est l'agropole de la Kara, bénéficie notamment de l'appui de plusieurs institutions, notamment la Banque Africaine de Développement (BAD), qui y a injecté environ 79,5 millions de dollars. Un financement qui se compose de 16,5 millions de dollars en

subventions et de 41,1 millions de dollars en prêts, destinés à améliorer les infrastructures agricoles et à renforcer les capacités des acteurs locaux. Le Fonds Spécial du Nigeria (FSN), affilié également à la BAD, a également accordé un soutien financier de 4 millions d'unités de compte (environ 5,6 millions de dollars) pour renforcer les infrastructures et les capacités institutionnelles nécessaires au développement agro-industriel dans la région de la Kara. À ceux-ci, s'ajoutent d'autres institutions comme la Saemaul Globalization Foundation qui a également participé au financement, avec 5 millions de dollars. Lancé en 2018 et mis sous la supervision de l'Agence de Promotion et de Développement des Agropoles au Togo (APRODAT), le projet des 10 agropoles a connu un certain retard, principalement dû à la lenteur des investissements attendus en grande partie des investisseurs privés, apprend-on.

POUR LUTTER CONTRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'ONU accorde 11 millions de dollars au Nigeria

L'Organisation des Nations Unies (ONU) attribuera 11 millions de dollars pour soutenir la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition aiguë dans le nord-est du Nigeria. L'annonce a été faite vendredi par le Secrétaire général adjoint aux Affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence de l'ONU, Martin Griffiths, sur son compte X. Griffiths a

tout d'abord souligné que la malnutrition aiguë augmentait rapidement dans le nord-est du Nigeria et que l'insécurité alimentaire atteignait son plus haut niveau depuis sept ans. Pour fournir une aide urgente aux personnes vulnérables de cette région, l'ONU a attribué 11 millions de dollars, a-t-il annoncé. Dans un communiqué publié le 14 mai par le Bureau de la coordination des af-

fares humanitaires des Nations Unies (OCHA) au Nigeria, il a été indiqué que 4,8 millions de personnes dans le nord-est du pays risquaient de souffrir de la faim en raison des attaques terroristes. Le communiqué précisait qu'une aide de 306,4 millions de dollars serait nécessaire au cours des six prochains mois pour lutter contre l'insécurité alimentaire dans la région.(APS)

TANZANIE

Le chinois Mainland achèvera la construction d'une huilerie d'ici décembre 2024

En Tanzanie, le tournesol est la deuxième graine oléagineuse cultivée après l'arachide. Cette filière suscite l'intérêt des opérateurs privés qui souhaitent investir dans l'industrie locale des huiles comestibles. En Tanzanie, le groupe agroalimentaire chinois Mainland a prévu d'achever la construction d'une nouvelle usine de fabrication d'huile de tournesol basée sur un site à Dodoma d'ici décembre prochain.

Mobilisant un investissement total de 28 millions \$ l'unité devrait être en mesure de traiter entre 30 000 et 35 000 tonnes de graines de tournesol par an, en fonction de la disponibilité de l'offre sur le marché local. Selon les informations relayées par le quotidien local Daily News, le projet intègre aussi l'installation de 4 silos d'une capacité de stockage combinée de 30 000 tonnes de graines oléagineuses. L'usine est également prévue

pour abriter une ligne de fabrication d'aliments pour animaux à partir de tourteaux de tournesol. D'après Diana Ladislaus Mwamanga, chargé de la promotion des investissements au sein du Centre d'investissement de Tanzanie (TIC), ce projet devrait permettre de stimuler l'industrie locale des huiles comestibles à terme et la création de 500 emplois permanents. Selon les données officielles, la Tan-

zanie dépend à hauteur de 64 % des importations pour ses besoins en huile comestible évalués à 500 000 tonnes par an. Dans le pays d'Afrique de l'Est, la production de graines de tournesol tourne autour de 500 000 tonnes par an. La culture de l'oléagineux occupe une superficie de plus de 520 000 hectares, principalement dans les régions de Singinda, Rukwa et Iringa, Dodoma et Njombe.

ZIMBABWE

Le FMI revoit à la baisse les prévisions de croissance

La croissance économique du Zimbabwe devrait ralentir à 2% en 2024, contre 5,3% l'année dernière, en raison des effets d'une sécheresse induite par El Nino, a déclaré le Fonds monétaire international (FMI). La croissance devrait toutefois rebondir fortement pour atteindre environ 6% en 2025, soutenue par une reprise de l'agriculture et des projets d'investissement en cours dans le secteur manufacturier, a indiqué le FMI dans un communiqué publié à la fin de la mission de son personnel au Zimbabwe. Les projections du FMI sont similaires à

celles de la Reserve Bank of Zimbabwe, la banque centrale du pays, qui a révisé jeudi la croissance à la baisse à 2%. Le FMI a déclaré que l'augmentation des factures d'importation aggravait également les perspectives de la balance des paiements, étant donné que le Zimbabwe doit importer une quantité substantielle de céréales pour augmenter l'offre locale à la suite de la sécheresse, qui a réduit la production céréalière de 77%. Le FMI a noté l'impact "positif" de la nouvelle monnaie, Zimbabwe Gold (ZiG), introduite en avril, affirmant qu'elle avait apporté

"la stabilité du taux de change et mis fin à un épisode d'instabilité macroéconomique survenu au cours du premier trimestre de l'année". "En supposant que la stabilisation macroéconomique se poursuive, l'inflation cumulée pour le reste de l'année devrait s'établir à environ 7%," a prédit le FMI. Le FMI a également déclaré qu'il se félicitait de l'amélioration de la discipline de la politique monétaire, mais qu'il recommandait "d'affiner encore le cadre de la politique pour garantir la stabilité de la monnaie et des prix".

GHANA

Une croissance robuste attendue en 2024 et 2025

La croissance du PIB sera essentiellement tirée par la reprise de la consommation des ménages, l'augmentation des dépenses publiques et la hausse des investissements étrangers. La croissance de l'économie ghanéenne devrait se situer à 4,3% en 2024, un niveau bien plus élevé que celui enregistré en 2023 (2,9 %), avant d'atteindre 4,5% en 2025, grâce notamment à la reprise de la demande intérieure, la hausse des dépenses publiques et l'augmentation des investissements étrangers, a estimé Fitch Solutions Country Risk & Industry Research dans un rapport publié le mardi 25 juin 2024. La consommation des ménages sera l'un des principaux moteurs de la croissance en 2024, dans un contexte de reflux de l'inflation, a-t-on précisé de même source. Après avoir atteint une moyenne de 24,2 % durant le premier trimestre, l'indice des prix à la consommation suivra une tendance baissière pour s'établir à 19,5 %, d'ici la fin de l'année. De plus, une augmentation attendue des dépenses publiques dans le domaine des prestations sociales avant les élections générales prévues en décembre prochain, devrait stimuler davantage le pouvoir d'achat des citoyens et accélérer la reprise de la demande intérieure. La formation brute de capital fixe devrait poursuivre sa reprise, dans un contexte marqué par la baisse de l'inflation, des progrès dans le processus de restructuration de la dette extérieure, le décaissement de nouvelles tranches de prêts par le Fonds monétaire international (FMI) et le lancement de plusieurs projets d'infrastructures. La faiblesse des exportations empêchera cependant une reprise économique plus vigoureuse cette année. Alors que les exportations des hydrocarbures devraient augmenter, une baisse de 12,8 % de la production de cacao effacera ces gains. Fitch Solutions note par ailleurs que la croissance continuera à s'accélérer en 2025, grâce à une baisse plus marquée de l'inflation, une plus grande stabilité du taux de change de la monnaie nationale et une hausse des investissements étrangers.

POINT MARCHÉS

L'Europe enchaîne une quatrième séance dans le rouge

Les principales Bourses européennes, hormis Francfort, ont terminé vendredi dans le rouge pour la dernière séance du mois, le contexte politique lié aux élections en France ayant pris le pas sur la publication d'indicateurs macroéconomiques en Europe aux Etats-Unis. Au moment de la clôture en Europe, le Dow Jones avance de 0,16%, le Standard & Poor's 500 de 0,27% et le Nasdaq de 0,30%, malgré le plongeon de Nike (-19,01%) qui a averti sur ses perspectives.

À Paris, le CAC 40 a fini en repli 0,68% à 7.479,4 points, le risque politique dominant. Le Footsie britannique, plombé par le compartiment de la consommation cyclique, a perdu 0,19%. Le Dax allemand a grappillé 0,13%, grâce aux valeurs technologiques qui ont compensé la baisse du secteur des "utilities". L'indice EuroStoxx 50 a reflué de 0,18% et le FTSEurofirst 300 de 0,21%. Le Stoxx 600, en repli de 0,23% en clôture, a accusé une quatrième séance d'affilée dans le rouge avec une nette baisse du compartiment de la consommation. La prime de risque sur les obligations d'Etat françaises a atteint vendredi 84 points de base, le niveau le plus élevé depuis la crise de la zone euro en 2012, alors que le premier tour des élections législatives en France est prévu dimanche. "Il y a un risque plus large de ralentissement (économique) en Europe lié à la France en fonction des résultats des élections", note James Reilly, économiste marchés chez Capital Economics. Toujours sur le front politique, aux Etats-Unis, le camp démocrate a évoqué un "désastre" après la prestation de Joe Biden face à Donald Trump lors du premier débat en vue de l'élection présidentielle de novembre. En coulisses, la question d'un retrait de la candidature de l'actuel président des Etats-Unis est désormais envisagée par certains responsables démocrates. Dans une séance en dents de scie, les indicateurs économiques du jour ont un temps ravi les investisseurs, notamment l'inflation PCE aux Etats-Unis qui s'est stabilisée en mai sur un mois et a ralenti à 2,6% sur un an. Après la publication de cette statistique, la probabilité d'une baisse des taux de la Réserve fédérale (Fed) en septembre a grimpé

à 68% contre 61% auparavant. Le moral des ménages américains s'est parallèlement dégradé en juin, mais à un rythme moins rapide que prévu en première estimation, selon les résultats définitifs de l'enquête de l'Université du Michigan. En France, l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) aux normes européennes a également rassuré, puisqu'il est ressorti conforme aux attentes, en hausse de 2,5% sur un an en juin après +2,6% en mai. En Grande-Bretagne, le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 0,7% au premier trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent, contre un consensus Reuters de +0,6%. En Allemagne, le nombre de chômeurs a en revanche augmenté plus que prévu en juin, faisant ressortir un taux de chômage de 6,0%, dans un contexte de faiblesse économique qui pèse sur le marché du travail.

VALEURS EN EUROPE

Dans le sillage de Nike, qui a annoncé s'attendre à une baisse de son chiffre d'affaires en 2025, JD Sports a abandonné 5,42%, Puma 2,57%, tandis qu'Adidas a réduit ses gains en clôture à 0,18% après une hausse en matinée de 1,5%. Nokia a pris 1,53% à la faveur du rachat de l'américain Infinera Corp pour une valeur d'entreprise de 2,3 milliards de dollars. L'Oréal a reculé de 3,02%, le directeur général du groupe, Nicolas Hieronimus, ayant dit s'attendre à une croissance du marché de 4,5% à 5%, contre plus de 5% auparavant, en raison d'un rebond anticipé en Chine qui ne s'est pas matérialisé, selon une note de JPMorgan.

Atos a chuté de 15% après avoir annoncé avoir été informé des démissions avec effet immédiat de David Layani et Helen Lee Bouygues de son conseil d'administration et de la volonté de Onepoint de sortir de son capital. Air France-KLM a perdu 1,82% à la suite d'un abaissement de recommandation de la part de Barclays. Fortum a reflué de 4,65%, Goldman Sachs ayant abaissé son conseil sur le groupe finlandais à "vendre" en raison d'une hausse limitée du potentiel de l'action et des perspectives de bénéfice.

CHANGES

Le dollar recule vendredi de 0,03% face à un panier de devises de référence après la publication de l'indice mensuel des prix PCE aux Etats-Unis. L'euro grappille 0,07%, à 1,071 dollar, mais s'achemine vers une perte de 1,3% face au billet vert sur l'ensemble du mois, le repli le plus important depuis janvier, en raison du risque politique en France. La livre sterling s'échange à 1,2639 dollar (+0,01%) et est en passe d'enregistrer sa plus forte hausse mensuelle (+0,6% à ce stade) face à l'euro depuis janvier. La mon-

naie britannique est soutenue par les données sur le PIB publiées ce vendredi et la perspective d'une stabilité politique avec la large victoire attendue des travaillistes aux élections législatives du 4 juillet.

TAUX

Le rendement du Bund allemand à dix ans a fini en hausse de 3,6 points de base, à 2,494% et celui de l'OAT française a avancé d'environ deux points, à 3,294%. Au moment de la clôture des Bourses en Europe, le rendement des bons du Trésor américain à dix ans monte de 4,9 points de base, à 4,3332% dans une séance volatile où il est descendu à 4,261%.

PÉTROLE

Le marché pétrolier est stable vendredi après l'inflation américaine: le Brent grignote 0,09% à 86,47 dollars le baril, tandis que le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) cède 0,33% à 81,47 dollars. Les deux références du pétrole se dirigent vers un gain de près de 2% sur l'ensemble de la semaine et de plus de 6% sur le mois.

La Bourse de Tokyo part en hausse, nouveau plus bas du yen depuis 1986

La Bourse de Tokyo progressait vendredi en matinée, aidée notamment par la poursuite de la dégringolade du yen qui a atteint un nouveau plus bas face au dollar depuis 1986. L'indice vedette Nikkei gagnait 0,9% à 39.693,77 points vers 01H00 GMT et l'indice élargi Topix prenait 0,89% à 2.818,53 points, en route vers un nouveau sommet depuis 1990. Le dollar a dépassé les 161 yens peu avant 01H00 GMT, un nouveau record depuis 1986. Depuis quelques jours le niveau des 160 yens qui avait déclenché les dernières inter-

ventions du Japon sur le marché des changes en avril-mai a été allègrement dépassé, encourageant ainsi les spéculateurs à continuer de mettre la pression sur la monnaie nippone. La faiblesse du yen est un avantage pour les valeurs exportatrices japonaises et rend aussi de manière générale le marché actions nippon bon marché pour les investisseurs étrangers. Les investisseurs à Tokyo gardaient aussi un oeil sur le premier débat télévisé entre Joe Biden et Donald Trump pour la prochaine élection présidentielle américaine, qui a dé-

buté à 01H00 GMT. Le dollar est monté jusqu'à 161,14 yens peu avant 01H00 GMT, un nouveau record depuis 1986. Il valait 161,02 yens vers 01H20 GMT, contre 160,76 yens jeudi à 21H00 GMT. L'euro grimpait à 172,20 yens contre 172,08 yens la veille, tout en descendant à 1,0691 dollar contre 1,0704 dollar la veille. Le pétrole était en légère hausse: vers 01H10 GMT le baril de WTI américain gagnait 0,32% à 82,00 dollars et le baril de Brent de la mer du Nord prenait 0,24% à 86,60 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 27 Juin 2024						
Valeur : 01 Juillet 2024						
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE	
1	USD	US DOLLAR		134.6019	134.6169	
1	EUR	EURO		143.8894	143.9593	
1	GBP	POUND STERLING		170.0593	170.1642	
100	JPY	JAPANESE YEN		83.8537	83.8787	
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5175	18.5198	
1	CHF	SWISS FRANC		149.9408	150.0244	
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.3213	98.3682	
1	DKK	DANISH KRONE		19.2950	19.2983	
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.6894	12.6929	
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.6202	12.6237	
1	AED	UAE DIRHAM		36.6453	36.6514	
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8776	35.8835	
1	KWD	KUWAITI DINAR		438.7285	438.9204	
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.5046	42.9318	
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5403	13.5419	
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4978	27.6387	
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5440	3.5444	
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		176.9273	176.9273	

Les Bourses hésitent avant des rendez-vous politiques et économiques

Les Bourses occidentales ont fini en ordre dispersé, jeudi, sur un marché prudent avant plusieurs rendez-vous politiques et à la veille de la publication d'un indicateur d'inflation (PCE) américain vendredi. Après avoir entamé la séance dans le vert, la plupart des Bourses européennes ont terminé, comme la veille, en terrain négatif. La Bourse de Paris a abandonné

1,03% et Londres 0,55%. Seule Francfort a conclu en hausse de 0,30%. A New York, le Dow Jones a grignoté 0,09%, l'indice Nasdaq a gagné 0,30% et l'indice élargi S&P 500 a pris 0,09%. Le Nasdaq n'est plus qu'à un souffle de son record absolu en clôture. L'indice américain de prix PCE pour mai doit être publié vendredi avant l'ouverture de la Bourse new-yorkaise.

C'est l'indicateur d'inflation le plus suivi par la banque centrale américaine (Fed). Il est attendu stable sur un mois, après avoir progressé de 0,3% en avril. Les indicateurs du jour ont tous dépeint une économie moins allante, prérequis pour juguler l'inflation, notamment le nombre total des inscrits au chômage aux Etats-Unis, au plus haut depuis novembre 2021. Les prix du pétrole ont

monté jeudi, malgré la hausse des stocks de brut aux Etats-Unis. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, a gagné 1,33% à 86,39 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, a avancé de 1,03% à 81,74 dollars. Du côté des devises, la monnaie unique gagnait 0,20% face au billet vert, à 1,0703 dollar.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le cacao s'effondre, le zinc avance, l'or endormi

Les prix du cacao sont lourdement retombés cette semaine, alors que des pluies abondantes présagent d'une amélioration des récoltes des deux principaux pays producteurs de fèves, certains investisseurs procédant également à des prises de bénéfices.

En sept jours, la tonne de cacao a perdu près de 29% de sa valeur à la Bourse de Londres, et environ 14% à New York. Les experts attribuent notamment le fort reflux des cours à "des prises de bénéfices spéculatives", après que les prix aient explosé de près de 130% cette année jusqu'à la mi-juin. La dégringolade des cours a notamment débuté avec "des précipitations en Afrique de l'Ouest", qui pourraient bénéficier aux récoltes de la Côte d'Ivoire et du Ghana, constatent les analystes. Respectivement premier et second producteurs mondiaux de fèves, les deux pays souffraient depuis des mois d'un phénomène météorologique appelé Harmattan, un vent du nord-est venu du désert, chargé de poussière, qui dessèche les plantations. Vendredi, à Londres, la tonne de cacao pour livraison en décembre valait 5.239 livres sterling, contre 7.319 livres sterling une semaine plus tôt en fin de séance. A New York, la tonne pour livraison en septembre valait dans le même temps



7.656 dollars, contre 8.905 dollars vendredi dernier. Le zinc est en "superforme", en raison

d'une production limitée en Chine, plus grand producteur mondial de zinc, le cours de ce métal a tiré son épingle du jeu cette semaine, là où les prix d'autres métaux de base sont retombés de leur envolée de mai. Le prix de la tonne de zinc a grimpé d'environ 3,30% sur la semaine. Par ailleurs, l'or n'a que peu bougé sur la semaine, pris entre l'incertitude du calendrier de baisse des taux américains. "Alors que le marché du travail américain encore tendu joue contre une baisse précoce des taux d'intérêt, le prix de l'or risque de faire du surplace", remarque des analystes. L'inflation américaine, conformément aux attentes du marché, a ralenti à 2,6% sur un an en mai, après 2,7% en avril. Pas de quoi convaincre la Réserve fédérale (Fed) d'abaisser ses taux de sitôt cette année, selon des experts. Or des taux plus élevés pour une période prolongée soutiennent les rendements des obligations d'Etat et le billet vert, ce qui a tendance à détourner les investisseurs du métal jaune.

FACE À L'ENVOLEE DES PRIX

L'Espagne supprime la TVA sur l'huile d'olive

Face à la hausse des prix, le gouvernement espagnol a décidé de retirer la TVA sur l'huile d'olive. Adoptée hier en Conseil des ministres, la mesure entrera en vigueur dès juillet 2024. Le gouvernement de gauche espagnol a décidé de supprimer la TVA sur l'huile d'olive, dont le prix s'est envolé ces dernières années en raison de récoltes en forte baisse sur fond de sécheresse extrême, a indiqué vendredi dernier à l'AFP le ministère du Budget.

Le gouvernement de Pedro Sánchez ramènera "à 0%" la TVA sur l'huile d'olive "à partir du mois de juillet", en intégrant "de manière permanente dans le groupe des produits de première nécessité", a expliqué le ministère. C'est "une nouvelle magnifique pour tous les Espagnols", a commenté la porte-parole du gouvernement, Pilar Alegria, dans une interview à la chaîne de télévision Antena 3. En plus de "soulager le portefeuille des Espagnols", a-t-elle

poursuivi, la suppression de la TVA sur l'huile d'olive permettra de "soutenir le secteur oléicole et de continuer à stimuler la consommation d'un produit si important pour notre pays". Cette mesure, adoptée ce mardi 25 juin lors du conseil des ministres, permettra à l'huile d'olive de bénéficier de façon "structurelle" du taux de TVA "super-réduit" appliqué aux produits de première nécessité, a précisé le ministère du Budget. Une mesure déjà appliquée à d'autres produits

Les produits de première nécessité, comme le pain, les fruits et les légumes, bénéficient en temps normal d'un taux de TVA de 4% en Espagne. Mais en période de forte inflation, comme actuellement, ce taux peut être ramené à 0%. Le gouvernement avait déjà ramené le taux de TVA sur l'huile d'olive de 10% à 5% en 2023 pour lutter contre la hausse des prix de l'alimentation. Mais cette mesure n'a pas empêché ceux de l'huile d'olive de continuer à s'envoler.

ARGENTINE

Le Parlement approuve définitivement le programme de réformes économiques dérégulatrices

Les députés argentins ont définitivement approuvé vendredi le programme de réformes économiques dérégulatrices du président Javier Milei, après des mois de débats sur un texte profondément remanié. "Nous allons donner au gouvernement du président Milei les outils nécessaires pour qu'il puisse réformer l'Etat une fois pour toutes", a déclaré le chef du bloc au pouvoir, Gabriel Borroni. Avant même l'adoption de ce paquet, le président Milei s'était félicité d'avoir réalisé "le plus grand ajustement fiscal non seulement de l'histoire de l'Argentine,

mais aussi de l'histoire de l'humanité". Son gouvernement a appliqué d'emblée un drastique programme d'austérité budgétaire tous azimuts, dans un objectif de "déficit budgétaire zéro" à fin 2024, et ainsi de dompter l'inflation chronique (211% en 2023). Mais les coupes budgétaires, dont la paralysie des chantiers publics, couplées à une brutale dévaluation (54%) du peso en décembre, ont étranglé le pouvoir d'achat. Un impact qui se répercute sur la consommation, l'activité, l'emploi. L'inflation en Argentine a poursuivi en mai la décélération graduelle entamée il

y a cinq mois, à 4,2% sur un mois, la plus basse en deux ans et demi, mais qui reste écrasante sur un an, à 276,4%. Mais consommation et activité dégringolent. La récession s'installe, avec une contraction de 5,3% de l'économie au premier trimestre par rapport à la même période de l'année dernière. Le produit intérieur brut (PIB) de l'Argentine a enregistré une forte contraction de 5,1% en glissement annuel au cours du premier trimestre, tandis que le chômage frappe désormais 7,7% de la population, selon les chiffres officiels publiés lundi

MALGRÉ LA DÉCÉLÉRATION DE L'INFLATION AMÉRICAINE Le dollar résiste

Le dollar restait ferme, vendredi, malgré la publication d'un indice de prix qui a confirmé le ralentissement de l'inflation aux Etats-Unis, vu comme un signe positif dans la perspective de baisses de taux de la banque centrale américaine (Fed). Vers 20H45 GMT, le Dollar Index, indice qui compare la performance du billet vert face à un panier de devises majeures, ne s'effritait que de 0,02%, à 105,879. En outre, le dollar a profité d'un sursaut des taux obligataires américains. Le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans pointait à 4,38%, contre 4,28% la veille en clôture.

LE MAÏS AMÉRICAIN AU PLUS BAS DEPUIS 2020 Stocks et surfaces plus importants que prévu

Le cours du maïs américain est tombé vendredi à son plus bas niveau depuis trois ans et demi, torpillé par deux rapports du ministère de l'Agriculture (USDA) qui ont fait état de surfaces cultivées et de stocks plus importants que prévu. Le contrat de référence sur le marché à terme de Chicago, avec échéance en juillet, s'est replié jusqu'à 3,9050 dollars le boisseau (environ 25 kg), chutant de près de 6%, avant de se reprendre un peu. Le décrochage a eu lieu immédiatement après les publications de l'USDA, selon lesquelles quelque 37 millions d'hectares devraient être consacrés au maïs lors de la campagne en cours. C'est 1,6% de plus que les premières projections présentées fin mars par le ministère, une différence conséquente pour ce marché. Si ces estimations se confirmaient, la superficie dédiée au grain jaune resterait néanmoins inférieure (-3,3%) à celle de l'an dernier. Une bonne partie des terres réaffectées l'ont été vers le soja (+3%). Par ailleurs, l'USDA évalue les stocks de maïs à 126,8 millions de tonnes au 1er juin, en hausse de près de 22% par rapport à l'an dernier à la même époque. Sur la campagne 2023/24, achevée fin mai, les exportations de blé américain se sont affichées en baisse de 5,5% par rapport à la saison précédente.

NOUVELLE MASERATI GRANCABRIO

Quatre places, luxe et performances garanties... y compris en électrique !

Avec un GranCabrio revue à 100%, Maserati marie l'esprit grand tourisme à l'air libre et très hauts performances. La marque enlève le haut du coupé Granturismo et le transforme en GranCabrio. Découvrable quatre places, cette diva italienne se déguste à l'air libre et aussi bien en thermique qu'en en 100% électrique Folgore.

Maserati GranCabrio : la suite logique

Cela n'est pas toujours vrai, mais bien souvent les coupés finissent souvent par être... découpés. En effet nombre de constructeurs ne peuvent résister à la tentation de l'ablation du toit pour transformer leur création en cabriolet. C'est notamment le cas chez Maserati qui, pour la seconde fois, donne un coup de ciseau dans le toit de son coupé GranTurismo et le transforme ainsi en Maserati GranCabrio.

Voiture d'esthète, la découvrable italienne l'est à plus d'un titre. Tout d'abord parce que tel un gros hors-bord arrimé sur le port de Saint-Tropez, elle affiche un gabarit impressionnant, avec à 4 cm près, 5 m de long sur 1,96 m de large, mais aussi parce que sa robe est tirée à quatre épingle. Epaules subtilement marquées, calandre généreusement évasée où trône fièrement le trident maison et interminable capot (3 m² !) aimantent les rétines, soit des éléments indispensables pour susciter l'émotion – et l'envie de signer le bon de commande – à l'amateur de belles choses qui dépense sans compter. Vous montez ?

Maserati GranCabrio : grand pour de bonnes raisons

Si la longueur de la Maserati GranCabrio indique clairement que c'est avant tout en pensant aux Etats-Unis que le constructeur de Modène a conçu cette nouvelle génération, et qu'il faudra donc être vigilant dans les petites rues d'Europe, ce gabarit de péniche n'a pas que des défauts. Etiré à 2,93 m, l'empattement profite au confort de passagers arrière qui ne devront certes pas être taillés comme des montagnes mais pourront avoir plus de douze ans pour s'installer. Un vrai plus, dans un univers haut de gamme qui oublie souvent que l'on peut être riche et avoir de vrais amis pour partir en balade. En contrepartie, il faudra que tout l'équipage se limite sur les bagages, avec un coffre minuscule (172 dm³ et même 131 dm³ toit ouvert), mais de vraies places arrière, c'est tout de même un bon point. D'autant que cet écrin témoigne d'une réalisation sérieuse, avec des matériaux nobles et des assemblages satisfaisants à défaut d'être d'une originalité débordante. En effet, plus encore que la traditionnelle et élégante horloge à aiguilles placée au milieu de la planche de bord remplacée par, c'est dommage, un affichage numérique, le système de double écran tactile pour le multimédia (12,3 pouces) et les commandes vitales placées dessous (clim, conduite, etc., sur 8,8 pouces) jure un peu dans cette voiture de luxe. Et cela n'est pas non plus sans conséquence côté ergonomie, avec l'obligation systématique de quitter la route des yeux. Mais, comme il ne faut que 14 secondes pour décapoter et prendre le frais et ce y compris en roulant jusqu'à 50 km/h, la brise se chargera de vous rafraîchir au lieu de la climatisation.



Et enlever le haut de cette diva pourra aussi se faire sans crainte de pneumonie en hiver, avec une protection satisfaisante des occupants placés à l'avant. Ces derniers peuvent aussi se réchauffer via un chauffage nuque et l'ajout d'un filet saut de vent qui, s'il condamne l'usage des places arrière, limite les turbulences à bord à la portion congrue. Dernier détail témoignant d'un certain goût pour l'élégance de cette italienne sans le haut, sachez que la Maserati GranCabrio décline sa capote en cinq couleurs, histoire de satisfaire ceux qui se soucient du moindre détail.

Le plaisir du grand tourisme... de deux façons !

Si Maserati est réputée pour être une marque de luxe et sportive, sa gamme se divise en deux parties. Si vous êtes accroc à la conduite, ce n'est pas ce GranCabrio qu'il vous fait mais un coupé MC20, ce dernier se déclinant aussi en conduite à l'air libre, avec le spider Cielo. Au contraire, comme le coupé GranTurismo dont il dérive étroitement, le GranCabrio préfère lui le grand tourisme, savant mélange entre confort, luxe et hautes performances. Mais reposant sur la plateforme STLA Large du groupe Stellantis, le cabriolet au trident donne aussi, une première à ce niveau de gamme, le choix entre une mécanique thermique ou 100% électrique en version Folgore. La première reprend le fameux V6 Nettuno dégonflé à 550 ch de la MC20, ce dernier se distinguant aussi ici par un carter humide. Le moteur dispose bien sûr de l'original dispositif de préchambres de combustion, technologie unique sur le marché jusque là réservée à la Formule 1. Autre spécificité de ce GranCabrio, il est, comme le coupé GranTurismo, uniquement disponible avec une transmission intégrale (propulsion pour MC20) et bien sûr, le V6 est ici placé en position centrale avant. Soit dit en passant il y a de la place sous le capot pour mettre plus gros ! Des mo-

teurs, la version 100% électrique Folgore en dispose de trois, un devant et deux derrière développant chacun 300 kW. Dit autrement, cela donne 560 kW en cumulé (soit 762 ch) et même plus en mode Corsa (830 ch), en sachant que le couple maxi est annoncé à 1 350 Nm ! Alimenté par une batterie de 92,5 kWh (soit 83 utilisables), soit la même que le coupé fournie par LG Chem, le GranCabrio annonce des performances très élevées y compris en charge. En effet, le cabriolet italien entre dans le petit club des 800 V de tension, permettant de supporter des puissances en courant continu allant jusqu'à 270 kW. Et, entre les deux versions, le cœur a de quoi balancer.

En thermique, l'ambiance est là, mais moins la musique

Assis les fesses au ras du sol avec en ligne de mire le capot géant que Maserati appelle Cofango, le conducteur du GranCabrio n'a plus qu'à décapoter pour rendre la journée belle. Mais si les larges palettes au volant (une des marques de fabrique des Maserati et Ferrari) sont bien là tout comme la noblesse de l'architecture mécanique, les oreilles restent sur leur faim au démarrage. Très discret pour ne pas dire effacé, le V6 Nettuno donne la sensation d'être enrôlé, pour ne pas dire malade, avec des relents de trois cylindres peu en phase avec le frisson attendu. C'est logique, car à faible charge et sur les programmes de conduite les plus sages, le moteur ne tourne parfois que sur la moitié de ses cylindres, désactivant la rampe de droite pour réduire la consommation. En basculant le programme de conduite sur les propositions plus épicées (Sport et Corsa), le sourire revient avec une bande son bien plus plaisante à l'oreille et un tempérament plus endiablé. Plus encore que les 550 ch, les 650 Nm de couple garantissant de belles performances, le tout associé à une boîte à huit rapports toujours dans le bon tempo, à tel point qu'on utilise les palettes finalement uniquement

pour s'amuser. Mais si le comportement routier sain et équilibré invite à rouler vite et en toute confiance, le gabarit de l'engin invite à raison garder. En effet, ce bateau de 5 m de long n'est pas un monstre d'agilité, d'autant que Maserati n'a pas jugé bon de l'équiper de roues arrière directrices. Par ailleurs, le poids, avec près de deux tonnes sur la bascule, finit par se faire sentir (et les freins, qui souffrent aussi) si l'on mène ce GranCabrio comme un Gran-malotru. GT extraordinaire, cette italienne l'est d'autant que sa suspension pneumatique œuvre efficacement coté confort. Mais si vous cherchez une voiture de sport, il y a chez Maserati la MC20.

Cabriolet 100% électrique : un monde à part

Il est évident que Maserati vendra plus de GranCabrio en thermique qu'en Folgore 100% électrique. Mais la conduite de ce cabriolet vaut le détour. Pour ses performances, hallucinantes tout d'abord avec une puissance immédiate qui fait défiler à la moindre caresse sur la pédale de gaz le paysage en vitesse lumière. Le 0 à 200 km/h est effacé en moins de 10 secondes... Le tout bien sûr sans rupture de charge avec un rapport fixe. L'autre prouesse de l'engin est de bien s'acquitter d'une surcharge pondérale importante comparée au coupé (2 340 kg annoncés). Avec un centre de gravité plus bas perché, on a même la sensation au volant d'avoir une auto moins sensible au sous-virage, gain auquel les deux moteurs arrière ne sont sans doute pas étranger, permettant de moduler le couple entre les roues afin de le rendre plus agile. Mais, là aussi, il faut raison garder et surtout éviter de débrancher les aides électroniques, car la brutalité de l'arrivée du couple implique d'avoir des réflexes très rapides. Et bien sûr, poids et gabarit invitent au respect de l'engin et à rester tout simplement humble au volant, règle qui s'applique à toutes les sportives modernes gavées d'aides électroniques. La seule vraie déception au volant du premier cabriolet électrique quatre places de luxe de l'histoire, tient là aussi à une histoire de musique. Si Maserati équipe ce Folgore d'une bande son artificielle dont le volume augmente en fonction du programme choisi et qui n'est pas déplaisante à écouter, impossible... de l'éteindre ! Dommage, car l'expérience de conduite à ciel ouvert sans autre bruit que le chant des oiseaux rendrait l'expérience encore plus extraordinaire.

Maserati GranCabrio : le bilan

Moins doué pour le chant que le modèle précédent (ah, le V8 !), mais plus rigoureux à tous points de vue, ce Maserati GranCabrio a de quoi plaire aux amateurs de voiture de grand tourisme d'exception. Et bien sûr, pour ces derniers, le prix (208 850 € pour le Folgore et 234 550 € pour l'essence Trofeo) ne sera sans doute pas un vrai problème !

HACKING

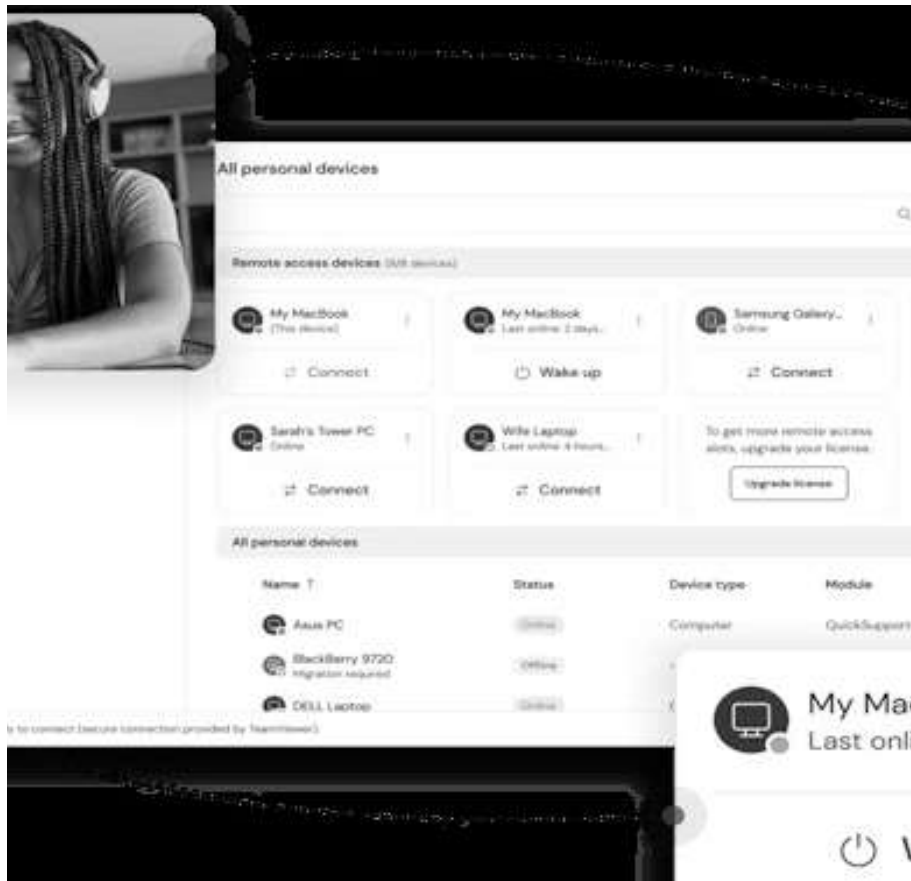
Le réseau interne de Teamviewer cyberattaqué

La société éditant la solution d'accès à distance, Teamviewer, a indiqué avoir détecté une intrusion dans son réseau. Elle mène l'enquête et précise que son environnement IT interne est séparé de celui des produits.

Tous les éléments de langage ont été pesés pour éviter la panique. Teamviewer, éditant un logiciel d'accès à distance a publié un communiqué indiquant que son équipe de sécurité avait « détecté une irrégularité » au sein de l'un de ses réseaux. Une tournure élégante pour signifier un piratage de son environnement IT. L'intrusion a été relevée mercredi par la société basée en Allemagne et a immédiatement appelé de l'aide auprès d'enquêteurs spécialisés en cybersécurité. L'éditeur a également pris des « mesures de remédiation nécessaires » et a activé son plan de réponse à incident. Dans son communiqué, il a souhaité rassurer ses clients, « l'environnement informatique interne de Teamviewer est totalement indépendant de celui du produit. Il n'y a aucune preuve suggérant que ce dernier ou les données des clients sont affectés ». Effectivement, une compromission de la plateforme d'accès à distance pourrait avoir un effet dévastateur sur les 600 000 clients (par exemple l'écurie de Formule 1 Mercedes) revendiqués par la société.

Les groupes APT ciblent activement les services Teamviewer

La nouvelle de l'intrusion a été rapportée, selon nos confrères de Bleepin-computer, pour la première fois sur Mastodon par Jeffrey, un professionnel de la sécurité informatique. Il a partagé une alerte diffusée sur le Dutch Digital Trust Center, un portail web utilisé par le gouvernement, les experts en sécu-



rité et les entreprises néerlandaises pour partager des informations sur les menaces en matière de cybersécurité. D'autres alertes ont ensuite suivi comme celle de NCC dont l'équipe de sécurité « a été informée d'une compromission importante de la plateforme d'accès et d'assistance à distance TeamViewer par un groupe APT », sans citer le nom du groupe en question. Le Health Information Sharing

and Analysis Center (Health-ISAC) aux Etats-Unis a publié une note montrant que les services TeamViewer étaient activement ciblés par le groupe de pirates russes APT29, également connu sous les noms de Cozy Bear, Nobelium et Midnight Blizzard. L'organisation recommande d'examiner les logs pour détecter tout trafic inhabituel de bureau à distance.

SÉCURITÉ ET IA

Priorités des DevSecOps

Une enquête menée par GitLab montre que les priorités des DevSecOps ont un peu évolué. La sécurité et en particulier celle du cycle de développement sont mises en avant, tout comme les investissements dans l'IA. Comme chaque année, GitLab mène une enquête pour prendre le pouls des DevSecOps. Pour cela, la société a interrogé 5 315 professionnels de ce domaine et vient de livrer les résultats dans son rapport global 2024 sur le DevSecOps. Un des premiers enseignements est que les priorités des sondés ont un peu changé, suivant ainsi les actualités et les tendances de l'IT. Ainsi l'adoption de l'IA s'accélère avec 78% des répondants qui ont déclaré utiliser actuellement l'IA dans le développement de logiciels ou qu'ils prévoient de le faire au cours des deux prochaines années, contre 64 % l'année dernière. Gitlab évoque même l'IA comme un « must have » pour les entreprises. Sur les secteurs les plus en pointe sur cette technologie, l'étude montre que le secteur



automobile arrive en tête (66%) et que le secteur public progresse fortement (47%).

Une automatisation quasi complète et la sécurité de la supply chain sous surveillance

Sur les outils, les développeurs plébiscitent ceux proposant de la

génération de code et les suggestions de code (47 %). Ils sont suivis par ceux réalisant de la documentation (40%) et ceux résumant les modifications apportées au code (38%). Parmi les cas d'usage, les sondés en voient plusieurs : la prévision des mesures de productivité et l'identification des anomalies (38 %), les

explications sur la manière dont une vulnérabilité peut être exploitée et comment y remédier (37 %) et les chatbots permettant aux utilisateurs de poser des questions en langage naturel (36 %). L'IA et l'automatisation du cycle de développement font bon ménage car ils sont 67% à estimer que ce dernier est principalement ou complètement automatisé. Ce taux grimpe même à 72% en Europe. Enfin la sécurité reste une priorité d'investissement pour les DevSecOps interrogés. Par rapport à 2023, les développeurs sont plus enclins à admettre leur part de responsabilité dans la sécurité de leurs travaux. Un point de vigilance reste la protection de la supply chain. 67 % des personnes interrogées ont déclaré que 25 % ou plus du code sur lequel elles travaillent provient de bibliothèques open source, mais seulement 21 % des entreprises utilisent actuellement une nomenclature logicielle (SBOM) pour documenter leur utilisation des composants logiciels.

COMPAGNON DES RYZEN 9000

le chipset X870 n'arrivera qu'en septembre

Il n'y a pas de nouvelles cartes mères prévues pour immédiatement accompagner la sortie des processeurs Ryzen 9000. Il faudra attendre la fin de l'été. Lors du Computex 2024, Lisa Su, la P.-D.G. d'AMD, a précisé le calendrier de la société pour les semaines à venir et a, en particulier, confirmé le lancement des prochains Ryzen 9000 sur base Zen 5. Petit « couac » cependant, alors que les chipsets X870 et X870E étaient attendus pour accompagner ces processeurs, Lisa Su avait simplement évoqué leur arrivée « prochaine »... donc pas en même temps ?

Les Ryzen 9000 compatibles X670/X670E

En premier lieu, il est important de préciser un peu le contexte autour des Ryzen 9000. Ces processeurs exploiteront donc la micro-architecture CPU Zen 5 pour creuser un peu plus l'écart avec le concurrent de toujours, Intel. Pour autant, il n'est pas question pour AMD de faire table rase du passé, et la plateforme AM5, introduite il y a seulement deux ans avec les Ryzen 7000, est conçue pour durer. Elle sera logiquement de nouveau de la partie pour suivre les Ryzen 9000. Pour le groupe américain, l'idée est bien sûr de montrer que ses solutions sont bien plus durables que celle d'Intel. De fait, un processeur Ryzen 9000 sera parfaitement capable de fonctionner sur une « vieille » carte mère AM5 à base de



chipset X670/X670E par exemple. Il faudra simplement veiller à mettre à jour son BIOS, mais les fabricants de cartes mères déploient déjà de nouvelles versions.

Les X870/X870E pour les Ryzen 9000X3D ?

En tout état de cause, rien ne presse pour AMD, et si les processeurs Ryzen 9000 doivent bien arriver fin juillet, il semble que les nouveaux chipsets X870/X870E n'arriveront qu'à la fin de l'été. Relayées par nos confrères de Video-Cardz, les dernières rumeurs en la matière font effectivement état d'une sortie au cours du mois de septembre... juste avant la commercialisation des Ryzen 9000X3D. Cette sortie ne devrait donc pas révolutionner les choses, puisque nous parlons surtout d'une prise en charge plus large de l'USB 4.0 et du PCIe 5.0 pour ces cartes mères à base de chipset X870/X870E. Enfin, il y a tout de même une caractéristique qui n'est pas anodine avec ces nouveaux chipsets : ils permettront une prise en charge de fréquences RAM plus élevées, avec EXPO notamment. Ces fréquences auraient davantage d'importance sur des processeurs X3D. Tout de suite, la sortie presque concomitante des deux produits a plus de sens.

Mots fléchés

Universités	↓												
Promiscuités	→	Fragments	↓	Demi	↓	Carré, il était conçu par Vauban	↓	Local possédé par un notaire	↓	Orient	↓	Pal	↓
	→							Marcha	↓	Modération	↓	Dégourdi	
Connaissance		Dépôt		Religieuse		Rotée	→						
	→		↓		↓			Jeune garçon	→			Regardé	→
								Armature				Métiers	
Quantité	→					Poilues		Fils d'Anchise	→				Commune de l'Orne
Retirées								Turbine					
	→					Département français	→			Ceints les geishas	→		
Vieille armée		Tchèque d'origine allemande	→							Molécule-gramme	→		
	→			Temps libres		Attacha	→			Insecte noir	→		
										Rétributions			
Enseignement		Chère à Jules Ferry	→	Endroit	↓			Inventées	→				
	→		↓	Clameur									
						Greffe	→						
						Chevalier efféminé				Amas		Bond	L'Estonie
Lieux d'enchères	→							Seuil Improprement appelé scalpel	→				
Douze par année													
	→					Inflammation des esgourdes		Heurtasse	→				
Choc		Atome	→			Colères anciennes	→					Nazi	→
	→					Déshonneur						Redonnés de l'éclat	
						Cassé	→			Recueil plaisant		Eructation	→
						Note de musique							
Chance		Exécutas		Savoura	→							Décédé	→
	→			Règlementaire									
				Parties d'assemblages	→							Introuvables	
				Tirât par les lisières								Carillonne	Partie d'intestin
Épluche	→					Exécuta	→			Grillé	→		
Dirigé						Vice				Ville des Pouilles			
	→												
				Après bis	→								
				Bonne note						Unité de l'or noir	→		
Adeptes du reggae	→												
Parlementaire						Ante meridiem				Cirque	→		
	→									Fleuve italien			
								Vite en musique	→				
Manche de tennis	→					Gelée d'amidon	→					Dedans	→

STOCKS ET SURFACES PLUS IMPORTANTS QUE PRÉVU

Le maïs américain au plus bas depuis 2020

Le cours du maïs américain est tombé vendredi à son plus bas niveau depuis trois ans et demi, torpillé par deux rapports du ministère de l'Agriculture (USDA) qui ont fait état de surfaces cultivées et de stocks plus importants que prévu. Le contrat de référence sur le marché à terme de Chicago, avec échéance en juillet, s'est replié jusqu'à 3,9050 dollars le boisseau (environ 25 kg), chutant de près de 6%, avant de se reprendre un peu. Le décrochage a eu lieu immédiatement après les publications de l'USDA, selon lesquelles quelque 37 millions d'hectares devraient être consacrés au maïs lors de la campagne en cours.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 30 juin 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



APN

Adoption de la liste des vice-présidents

L'Assemblée populaire nationale (APN) a adopté, samedi à l'unanimité, la liste des vice-présidents au titre de la quatrième année de la neuvième législature, et ce, lors d'une séance plénière présidée par le président de l'institution, Brahim Boughali. Conformément à l'article 13 du Règlement intérieur de l'APN, une liste de neuf (9) députés proposés par les groupes parlementaires a été adoptée. Il s'agit des députés Zouhaier Nasri et Adel Meitah pour le parti du Front de libération nationale (FLN), Hani Ahcene et Ayoub Hammad pour les Indépendants, Rachid Zine et Souleyman Zerkani pour le Mouvement de la société pour la paix, Monder Bouden pour le Rassemblement national démocratique (RND), El Hadj Cheikh Berbara pour le Front El Moustakbal et Abderrezak Touati pour le Mouvement El-Bina. A cette occasion, M. Boughali s'est félicité du "climat de fraternité ayant caractérisé l'opération de renouvellement des structures", souhaitant plein succès aux nouveaux vice-présidents dans leurs fonctions afin que l'Assemblée puisse, a-t-il dit, "accomplir pleinement le rôle qui est le sien en vertu de la Constitution". Il a également salué les efforts des membres du Bureau sortant, qui ont, a-t-il dit, "travaillé avec intégrité et dévouement tout au long d'une année marquée par d'intenses activités législatives et de contrôle et plusieurs Journées d'étude, parlementaires et diplomatiques". A noter qu'au terme de l'adoption de la liste des nouveaux vice-présidents de l'APN, il a été procédé à l'installation des douze (12) commissions permanentes.

BEM

Résultats «très satisfaisants»

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed, a affirmé, samedi à Alger, que les résultats de l'examen du Brevet de l'enseignement moyen (BEM), session 2024, étaient "très satisfaisants". Présidant les travaux d'une conférence nationale sur la clôture de l'année scolaire 2023-2024 et les préparatifs du secteur en prévision de la rentrée scolaire 2024-2025, le ministre a souligné que les résultats du BEM session 2024, annoncés jeudi, étaient "très satisfaisants", rappelant que "le taux de réussite a atteint 62,85%, soit une augmentation de 11,23% par rapport à l'année dernière". A l'occasion de cette conférence de trois jours, le ministre a estimé que "l'amélioration enregistrée lors de cette session a été remarquable, aussi bien en termes de quantité qu'en qualité", faisant état de "la réussite avec mention de 263.088 sur 502.521 élèves lauréats, soit 52,35% du nombre total des élèves admis en 1ère année secondaire, tandis que le taux de réussite avec mention l'année dernière était de 44,68% du nombre total". Après avoir salué les efforts consentis pour mener à bien les examens scolaires nationaux, M. Belaabed a souligné que ces examens "se sont déroulés dans de bonnes conditions, avec une baisse sans précédent de la fraude du fait de la mobilisation de toutes les énergies", en vue de la préservation de la "crédibilité" de ces examens. Le ministre a, par ailleurs, évoqué les préparatifs du secteur en prévision de la prochaine rentrée scolaire, affirmant que "près de 1.700 écoles pri-

maires seront équipées de tablettes numériques", avec "une restructuration des matières et des horaires du premier cycle de l'enseignement, en réduisant le nombre de matières enseignées et en reportant l'enseignement de certaines matières aux deuxième et troisième cycles". "Les activités mathématiques, sportives et artistiques seront renforcées à travers la mise en place de la nouvelle structuration des matières du cycle primaire", a-t-il souligné, notant que le volume horaire hebdomadaire consacré à ces activités passera de 7% à près 20% du volume horaire global, outre l'augmentation du nombre d'élèves inscrits en préscolaire, pour atteindre les 100%. Et d'ajouter, "l'introduction de la langue anglaise dans le programme de l'enseignement primaire se poursuivra pour s'étendre aux classes de cinquième (5e) années primaire", soulignant que l'approche de l'examen d'évaluation des acquis s'était avérée

"efficace", en témoignent les bons résultats enregistrés chez les élèves de la première année moyenne. "Plusieurs nouveautés et améliorations marqueront la prochaine rentrée scolaire", ajoute le ministre, dont, "le lancement, pour la première fois de l'histoire du secteur de l'éducation nationale, du projet de l'école internationale algérienne virtuelle, en faveur des enfants de la diaspora, outre le lancement d'une école virtuelle, destinée à la scolarisation des enfants de la communauté algérienne établie à l'étranger, suivant le programme officiel du ministère de l'Education nationale, l'adoption d'une gestion numérique après le parachèvement, fin de cette année scolaire, du processus de numérisation à 100%, et l'adoption d'un nouveau cahier des charges pour agréer les établissements d'éducation et d'enseignement privés.

R.N.

BMS

Une vague de chaleur sur plusieurs des wilayas du sud du pays jusqu'à lundi

Une vague de chaleur continuera d'affecter, jusqu'à lundi, plusieurs wilayas de sud du pays avec des températures caniculaires pouvant atteindre ou dépasser 49 degrés, indique samedi un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie. Placée en vigilance "Orange", cette vague de chaleur affectera les wilayas d'Adrar, Timimoune, in Salah, Bordj Badji Mokhtar et Ouargla où le thermomètre pourra atteindre ou dépasser 49 degrés. La validité du BMS court de samedi à lundi. Cette canicule concernera également, de dimanche à lundi, les wilayas d'El Oued, Tougourt, El Menia et l'Est de Ghardaïa, précise la même source.

SCOUTS MUSULMANS ALGÉRIENS

Lancement de la campagne « Je participe pour la patrie »

Les Scouts musulmans algériens (SMA) ont lancé, vendredi depuis Blida, une campagne sous le slogan « Je participe pour la patrie » en vue de sensibiliser les différentes franges de la société, notamment les jeunes, à l'importance d'une participation massive à l'élection présidentielle prévue le 7 septembre prochain.

Présidant une conférence régionale de sensibilisation, vendredi après-midi au siège de la wilaya, le Commandant général des Scouts musulmans algériens, Abderrahmane Hamzaoui, a précisé que la campagne de sensibilisation « Je participe pour patrie », lancée depuis Blida, couvrira toutes les wilayas du pays en vue de sensibiliser les citoyens, no-

tamment les jeunes, à l'importance d'une participation massive à l'élection présidentielle du 7 septembre prochain pour « préserver et conforter les acquis réalisés ». Lors de cette rencontre régionale, qui s'est déroulée en présence du président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, et de cadres des SMA des wilayas du cen-

tre, M. Hamzaoui a affirmé que « tous les scouts musulmans algériens sont mobilisés pour assurer le succès de cet important rendez-vous électoral », rappelant le rôle éducatif et civique joué par cette institution dans la société. Passant en revue les différents acquis réalisés par l'Algérie ces dernières années sur le plan intérieur, en matière éco-

nomique et politique, mais aussi sur le plan international, le commandant général des SMA a estimé qu'il était de notre devoir aujourd'hui de « préserver ces acquis et le processus de développement social, en sensibilisant l'ensemble des acteurs de la société à la nécessité d'une participation massive à cette Présidentielle ».

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

20 morts et 555 blessés en 48 heures

Vingt (20) personnes ont trouvé la mort et 555 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation enregistrés au cours des dernières 48 heures à travers le pays, selon un bilan rendu public samedi par la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'El Meghair où quatre personnes sont décédées et une autre a été blésée, suite à une collision entre deux véhicules légers sur la RN 03,

dans la commune de Sidi Khalil. Dans la wilaya de Djelfa, trois personnes sont mortes et huit autres ont été blessées dans un carambolage entre trois véhicules légers, survenu sur la RN 01 dans la commune de Messaad, précise la même source. Les unités de la Protection civile sont intervenues, par ailleurs, suite à une explosion de gaz dans une habitation à la cité Sidi Rouak, commune de Tolga (Biskra), ayant causé le décès d'un enfant âgé

de trois ans et des brûlures de 3e degrés à deux autres. Concernant le naufrage d'un sardinier en date du 24 juin 2024 au large du port de Ghazaout, wilaya de Tlemcen, qui a causé le décès de deux pêcheurs alors que 16 autres ont été sauvés, il a été signalé que cette opération "a été menée par les Garde-côtes, appuyées par les plongeurs professionnels de la Protection civile, ce qui a permis de repêcher le corps d'une personne portée disparue à

une profondeur de 80 m de l'épave, au vu de la complexité de l'opération". Concernant le dispositif de surveillance des plages durant les dernières 48 heures, la Protection civile a déploré le décès de cinq personnes par noyade en mer au niveau des wilayas de Tipaza, Skikda Jijel et Boumerdes, alors qu'un enfant de 11 ans est décédé noyé dans une mare d'eau au lieudit Ghedir, commune de Chekfa, dans la wilaya de Jijel.